

**POUR CRIMES
DE GUERRE**
La CPI
émet des
mandats
d'arrêt
contre
Netanyahu
et Gallant

Lire l'article de
Mohamed Mehdi page 2

**Tebboune préside une réunion
consacrée aux exportations**

Lire l'article de R. N. page 3



Ph.: APS

Chanegriha
installe le
Commandant
de la
3^{ème} Région
militaire P. 5



SELON L'AVOCATE
DE SÂADA ARBANE

Une action
en justice
intentée contre
Kamel Daoud P. 5

CONSOMMATION
3.000 tonnes de
café importées
en novembre P. 4



Pour crimes de guerre La CPI émet des mandats d'arrêt contre Netanyahu et Gallant

Jeudi, moins de 24 heures après le veto américain contre une résolution du Conseil de sécurité demandant un cessez-le-feu immédiat à Gaza, la Cour pénale internationale (CPI) a émis des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu, Premier ministre de l'entité sioniste, et Yoav Gallant, son ex-ministre de la guerre. La CPI a également émis un mandat d'arrêt international contre Mohamed Deif, le chef des Brigades Al-Qassam.

Mohamed Mehdi

De nombreux pays ont salué la décision de la CPI, affirmant qu'ils se conformeraient à la décision de la Cour, tandis que les Etats-Unis, la Hongrie, l'Autriche et l'Argentine ont dénoncé cette évolution. «Le 20 mai 2024, mon Bureau a déposé des demandes de mandats d'arrêt devant la Chambre préliminaire I concernant la situation dans l'Etat de Palestine. Aujourd'hui, sur la base des éléments de preuve présentés par mon Bureau, les juges ont confirmé qu'il existe des motifs raisonnables de croire que des crimes relevant du Statut de Rome ont été commis», lit-on dans la déclaration du Procureur de la CPI, Karim Khan, portant «délivrance de mandats d'arrêt dans le cadre de la situation dans l'Etat de Palestine».

En ce qui concerne Netanyahu et Gallant, «les juges de la CPI ont conclu qu'il existait des motifs raisonnables de croire que chacun d'eux avait commis le crime de guerre consistant à utiliser la famine comme méthode de guerre et des crimes contre l'humanité consistant à commettre des meurtres, des persécutions et d'autres actes inhumains, en tant qu'auteur direct, agissant de concert avec d'autres et «qu'il existait des motifs raisonnables de croire qu'ils étaient chacun responsables du crime de guerre consistant à diriger intentionnellement des attaques contre des civils en tant que supérieur hiérarchique», affirme encore le communiqué de Karim Khan.

Le Procureur de la CPI «appelle tous les Etats parties à honorer leur engagement envers le Statut de Rome en respectant et en appliquant ces décisions judiciaires». «Nous comptons sur leur coopération dans cette situation, comme dans toutes les autres situations relevant de la compétence de la Cour. Nous nous félicitons également de la collaboration avec les Etats non parties pour œuvrer à la responsabilisation et au respect du droit international», ajoute le document.

Le Hamas et l'Autorité palestinienne: La décision de l'espoir

Le Hamas a salué la décision de l'émission des mandats d'arrêt contre Netanyahu et Gallant, la qualifiant de «pas important vers la justice», appelant également la Cour à étendre son champ d'action à d'autres responsables israéliens. Le Mouvement n'a pas, cependant, mentionné le mandat d'arrêt contre Mohamed Deif.

Il s'agit «d'un pas important vers la justice et peut conduire à une réparation pour les victimes en général, mais il reste limité et symbolique s'il n'est pas soutenu par tous les moyens par tous les pays du monde», a déclaré Bassem Naim, membre du bureau politique du Hamas, dans un communiqué.

De son côté, l'Autorité palestinienne, a déclaré que «la décision de la CPI représente l'espoir et la confiance dans le droit international et ses ins-

titutions», exhortant la Cour à «rompre les contacts et les réunions» avec Netanyahu et Gallant.

Des pays prêts à «appliquer l'ordonnance» de la CPI

Parmi les pays qui ont réagi à la décision de la CPI, une majorité a déclaré son soutien aux ordonnances émises. Le Premier ministre irlandais Simon Harris a déclaré que ces mandats d'arrêt constituaient «une étape extrêmement importante», ajoutant que son pays respectait le rôle de la CPI et que quiconque était en mesure de l'aider à mener à bien son travail essentiel devait le faire «de toute urgence».

«La lutte contre l'impunité partout où des crimes sont commis est une priorité pour la Belgique, qui soutient pleinement le travail de la [CPI]», a déclaré le ministre des Affaires étrangères sur X. Ajoutant : «Les responsables des crimes commis en Israël et à Gaza doivent être poursuivis au plus haut niveau, quels qu'en soient les auteurs.» Le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Casper Veldkamp, cité par Reuters, a déclaré que son pays était «prêt à appliquer l'ordonnance» de la CPI contre Netanyahu. La France agissait «dans le respect des statuts de la CPI», a déclaré Christophe Lemoine, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qui a toutefois refusé de dire si la France arrêterait Netanyahu s'il venait dans le pays, estimant que c'était «juridiquement complexe».

Le ministre des Affaires étrangères de la Norvège, Espen Barth Eide, a déclaré : «Il est important que la CPI remplisse son mandat de manière judiciaire. Je suis convaincu que le tribunal poursuivra l'affaire sur la base des normes de procès équitables les plus élevées.» Au nom de l'Italie, le ministre des Affaires étrangères, Antonio Tajani, a déclaré que Rome réfléchirait avec ses alliés à la manière d'interpréter la décision et d'agir ensemble. «Nous soutenons la CPI... la cour doit jouer un rôle juridique et non politique», a-t-il ajouté. Avant lui, le ministre italien de la Défense, cité par Reuters, a déclaré : «nous devons arrêter Netanyahu s'il se rend en Italie» Le chef de la politique étrangère de l'Union européenne, Josep Borrell, a déclaré que les mandats d'arrêt de la CPI «n'étaient pas politiques» et «devaient être respectés et mis en œuvre». «Cette décision est une décision contraignante et tous les Etats, tous les Etats parties à la Cour, qui incluent tous les membres de l'Union européenne, sont tenus de mettre en œuvre cette décision de la Cour», a-t-il ajouté.

Un porte-parole du Premier ministre britannique a déclaré que la Grande-Bretagne respectait l'indépendance de la Cour pénale internationale, sans confirmer si le pays allait se conformer aux mandats d'arrêt émis par la CPI.

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a déclaré que son pays défendait le droit international et respecterait toutes les réglementations et décisions des tribunaux internationaux.

La récente décision de la Cour pénale internationale (CPI) d'émettre des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et d'autres responsables israéliens, tels que le ministre de la Défense Yoav Gallant, marque un moment significatif dans la justice internationale. Ces accusations sont liées à leurs rôles dans le génocide de Gaza, avec des accusations de crimes de guerre, y compris des crimes contre l'humanité.

La réaction des puissances occidentales a été divisée. Les Etats-Unis, aux côtés d'Israël, rejettent fermement la juridiction de la CPI sur les ressortissants israéliens, position qui découle de leur réticence historique à se soumettre à des organismes juridiques internationaux comme la CPI. Les responsables américains, dont le secrétaire d'Etat Antony Blinken, ont qualifié cette décision «d'odieuse», insistant sur le fait qu'Israël, en tant qu'Etat démocratique, devrait traiter ses propres affaires judiciaires. De plus, le gouvernement israélien a dénoncé ces accusations comme politiquement motivées et infondées, accusant même la CPI d'antisémitisme.

Cette décision, bien qu'elle traduise une intention de rendre justice aux victimes de crimes de guerre et de violations des droits humains, ne fait que souligner l'écart de plus en plus manifeste entre les principes proclamés de la justice internationale et la réalité géopolitique mondiale.

Il est difficile de ne pas voir dans cette situation un contraste saisissant entre la volonté de la CPI de faire respecter les droits fondamentaux, et l'incapacité, ou du moins l'inefficacité, de son système face aux puissances politiques qui, à travers leurs alliances stratégiques, échappent à toute forme de réprobation internationale. Netanyahu et ses alliés, protégés par le soutien indéfectible des Etats-Unis, restent hors de portée de l'autorité judiciaire mondiale. En effet, ce soutien diplomatique permet à Israël de résister, sans réelle pression, à toute forme de sanctions ou de mesures coercitives. Cela soulève une question capitale : celle de la véritable efficacité de la CPI et de son

L'Afrique du Sud, l'Algérie, la Turquie et la Jordanie se félicitent de la décision

«L'Algérie se félicite vivement des mandats d'arrêt émis par la CPI contre deux responsables de l'entité sioniste pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis dans la bande de Gaza», a indiqué jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. Pour l'Algérie, cette mesure «est un pas important et une avancée concrète vers la fin de décennies d'immunité et d'impunité dont a bénéficié l'occupant israélien alors qu'il se livrait à des crimes contre le peuple palestinien et dans l'ensemble des pays de la région», ajoute le document.

Dans un communiqué, le gouvernement d'Afrique du Sud a salué la décision de la CPI la qualifiant d'«étape importante vers la justice pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre en Palestine». Le document exhorte tous les Etats parties à agir conformément à leurs obligations au titre du Statut de Rome et «à respecter l'état de droit et à garantir la responsabilité des violations des droits de l'homme.»

Le ministre jordanien des Affaires étrangères Ayman Safadi a affirmé que les décisions de la CPI doivent être «mises en œuvre et respectées». «Les Palestiniens méritent justice», a-t-il ajouté. Par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan, la Turquie estime que c'est là une étape «pleine d'espoir» et cruciale pour traduire en justice les autorités israéliennes qui ont commis un «génocide» contre les Palestiniens. «Nous continuerons à travailler pour garantir que le droit international soit appliqué pour punir le génocide», a ajouté Fidan.

Un acte symbolique dans un monde cynique

Mustapha AGGOUN

crimes commis dans les territoires palestiniens risquent de rester sans réponse. Le pouvoir diplomatique des Etats-Unis est tel qu'il rend difficile toute tentative de mise en œuvre des décisions de la CPI, en particulier lorsqu'il s'agit d'acteurs bénéficiant de leur protection stratégique.

Ainsi, l'une des plus grandes interrogations qui surgit de cette situation concerne l'engagement véritable de la communauté internationale à appliquer les normes de justice universelles. La CPI, bien qu'elle ait un rôle de surveillance crucial, semble être limitée par des considérations politiques et géopolitiques qui atténuent considérablement l'impact de ses actions. L'impunité dont bénéficient certains dirigeants, en raison de leur soutien par des puissances mondiales, remet en question la crédibilité de la CPI et, plus largement, celle des institutions internationales censées veiller à la justice mondiale. Il devient alors légitime de se demander si la justice internationale est réellement universelle, ou si elle est, au contraire, sujette aux intérêts et aux rapports de force internationaux. Les principes fondamentaux de la justice, qui devraient transcender toute considération géopolitique, semblent se heurter à la réalité des alliances stratégiques et à l'influence des grandes puissances. Les mandats d'arrêt émis contre Netanyahu et ses alliés, en dépit de leur portée symbolique, n'apparaissent ainsi que comme un geste isolé dans un monde où les intérêts politiques l'emportent souvent sur les idéaux de justice.

Ce dilemme met en lumière l'inefficacité apparente de l'appareil judiciaire international face à des Etats puissants capables de manipuler les dynamiques diplomatiques et économiques pour se soustraire à toute responsabilité. Il interroge également sur la légitimité de l'ensemble du système international, dont l'architecture semble ne pas être à la hauteur des enjeux de justice et des droits humains qu'elle est censée défendre.

La Maison Blanche rejette catégoriquement la décision de la CPI

«L'émission par la CPI de mandats d'arrêt contre des dirigeants israéliens est scandaleuse», a déclaré le président Joe Biden dans un communiqué. La Maison Blanche a également exprimé son inquiétude face à «la précipitation du procureur à demander des mandats d'arrêt et aux erreurs de procédure troublantes qui ont conduit à cette décision». De son côté, un porte-parole du Conseil de sécurité nationale a affirmé que «Les Etats-Unis ont clairement indiqué que la CPI n'avait pas compétence sur cette question».

Pour rappel, les Etats-Unis avaient applaudi, en mars 2023, l'émission par la CPI du mandat contre le président russe, Vladimir Poutine. Par ailleurs, la future administration de Donald Trump ne va pas déroger à la règle du soutien total des Etats-Unis à l'entité sioniste. Jeudi, le Conseiller à la sécurité nationale du président élu Donald Trump a menacé de représailles contre la CPI. «Attendez-vous à une réponse ferme en janvier aux préjugés antisémites de la CPI. La Cour pénale internationale n'a aucune crédibilité», a-t-il déclaré.

Selon la Société de radiodiffusion israélienne, citée par Al Jazeera, l'entité sioniste «avait préparé des recommandations à l'administration du président américain élu Donald Trump concernant l'imposition de sanctions à la Cour internationale et à ses membres».

ONU et ONG : Personne n'est au-dessus des lois

Réagissant à la décision de la CPI, Stéphane Dujarric, le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Antonio Gu-

terres, a affirmé «respecter le travail et l'indépendance» de la Cour.

Mme Francesca Albanese, rapporteur spécial de l'ONU sur la Palestine, a qualifié la décision de «rare moment d'euphorie». «Les pays, en particulier les Etats-Unis et l'Union européenne, doivent faire face à l'ampleur de leurs violations du droit international. Nous devons travailler ensemble pour entretenir la flamme de la responsabilité», a-t-elle ajouté soulignant «le travail indomptable des organisations palestiniennes de défense des droits humains... sans qui l'espoir suscité aujourd'hui par la décision de la CPI n'aurait pas vu le jour», a-t-elle jouté. Dans une déclaration à Al Jazeera, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a affirmé le soutien des instances de l'ONU au travail de la CPI «en faveur de la responsabilisation». «Les Etats membres du Statut de Rome doivent respecter et mettre en œuvre les décisions de la Cour», a-t-il souligné. De leur côté, les ONG Amnesty International et Human Rights Watch ont estimé que «personne n'est au-dessus du droit international, qu'il s'agisse d'un représentant gouvernemental élu ou non».

Jeudi, le jour de la publication de la décision de la CPI, Gaza a enregistré plus de 66 martyrs (contre 71 martyrs mercredi) et des dizaines de blessés, selon des sources médicales citées par Al Jazeera. Le soir même, l'hôpital Kamal Adwan a été une nouvelle fois bombardé par les forces israéliennes.

Vendredi, 413^e jour de l'agression contre Gaza, le nombre de victimes de la barbarie israélienne s'est élevé à 44.056 martyrs et 104.268 blessés, a indiqué, jeudi, le ministère de la Santé de l'enclave assiégée.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration

Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com

admin@lequotidien-oran.com

lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Tebboune préside une réunion consacrée aux exportations



R. N.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, jeudi, au siège de la Présidence de la République une réunion de travail consacrée aux exportations, indique jeudi un communiqué de la Présidence de la République. Dans une déclaration à la presse au siège de la Présidence de la République à l'issue de la réunion, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, a affirmé, que la réunion de travail consacrée aux exportations, présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait été «importante et fructueuse».

M. Moula a précisé que cette rencontre avait porté sur l'importance des exportations hors hydrocarbures, avec la présentation d'un bilan de ce qui a été accompli et des objectifs futurs dans ce domaine.

Le président du CREA a en outre mis en avant le rôle des entreprises dans l'augmentation du chiffre d'affaires des exportations hors hydrocarbures, précisant que l'objectif de création de 20.000 entreprises permettra de réaliser des excédents de production qui renforceront les exportations.

A cette occasion, M. Moula a félicité M. Mohamed Boukhari pour sa nomination à la tête du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, l'assu-

rant du «soutien» du CREA dans ses fonctions. De son côté, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Mohamed Boukhari, a mis en avant l'importance de la conjugaison des efforts de tous les acteurs et l'efficacité de la performance afin d'atteindre les objectifs fixés en matière d'augmentation des exportations hors hydrocarbures.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la réunion de travail présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Boukhari a précisé que cette rencontre «extrêmement importante» s'inscrit dans le cadre de «la politique de Monsieur le Président de la République visant à diversifier l'économie nationale, notamment dans le domaine des exportations hors hydrocarbures».

Le ministre a souligné que cela se manifeste par la création d'un ministère dédié aux exportations et par l'élaboration d'une stratégie «claire et bien définie» en la matière. Cette stratégie repose sur plusieurs critères, à savoir «la diversification des exportations, la conjugaison des efforts de tous les acteurs sans exception, l'efficacité de la performance et l'application rigoureuse des décisions prises», a affirmé M. Boukhari, mettant en avant «la volonté d'œuvrer conformément à cette stratégie afin d'atteindre les objectifs fixés».

Le président de la République reçoit une lettre de son homologue somalien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi, M. Dahir Mohamud Gelle, conseiller et envoyé spécial du président de la République fédérale de Somalie, qui lui a remis une lettre de ce dernier.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, M. Dahir Mohamud Gelle, conseiller et envoyé spécial du président de la République fédérale de

Somalie, qui était porteur d'une lettre de ce dernier à Monsieur le président de la République", lit-on dans un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf.

Allocation de solidarité Ramadhan Ouverture des inscriptions

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a annoncé l'ouverture des inscriptions à l'allocation de solidarité Ramadhan dans toutes les communes à travers le pays, a indiqué jeudi un communiqué du ministère.

«Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire informe les citoyennes et citoyens souhaitant bénéficier de l'allocation de solidarité Ramadhan

pour l'année 1446/2025 que l'opération d'inscription sera lancée dans toutes les communes du pays à compter de la date de publication du présent communiqué et s'étalera jusqu'au 15 décembre 2024", lit-on dans le communiqué. «Les personnes souhaitant bénéficier de cette allocation doivent s'inscrire via le site électronique du ministère ou se rendre directement aux services communaux», ajoute la même source.

Le ministère rappelle également que «les personnes inscrites dans le système informatique et ayant bénéficié de l'allocation de solidarité pour le Ramadhan 2024 n'auront pas à renouveler leurs demandes, étant automatiquement enregistrées. Les services communaux procéderont à la vérification de leur situation sociale et de leur éligibilité, et ce en coordination avec les différentes instances, institutions et administrations publiques».

Raïna Raïkoum
Belkacem Ahcene-Djaballah

On nous bassinait avec un passé glorieux qui nous em pêchait de nous

Sila: quel livre pour quelle lecture?

culture? Problème d'habitudes? Problème d'un mauvais ciblage des publics? Et, surtout, n'allez pas nous

projeter! Résultat des courses? Un passé constamment réchauffé, un présent sacrifié et un futur fantasmé! (Saliha Kaci, «Les frondeuses». Recueil de nouvelles © Dar El Qobia Editions, Alger 2023)

Pour sûr, le Sila, cette rencontre internationale du livre en Algérie a connu, comme d'habitude, un grand succès populaire. De la grande foule, beaucoup de jeunes, garçons et filles, cheveux au vent ou sans foulards et un peu moins de «barbus». Il est vrai que pour ces derniers, le plein a été fait dès le premier jour. De plus, l'âge (et le prix des produits ayant sensiblement augmenté) n'arrangent plus les choses. Et, on a la nette impression que la relève a bien d'autres préoccupations.

Pour sûr, comme dans toute manifestation de ce genre - surtout lorsqu'elle ressemble bien plus à une Foire qu'à un Salon, certains exposants (sic!) ayant des stands ressemblant plus à une «grande surface» avec ses prix discounts et ses produits multiples provenant de plusieurs éditeurs - il y a un grand nombre de curieux qui feuilletent mais n'achètent pas, qui posent pour une photo avec leur auteur (e) chéri (e) du moment. Il y a, heureusement, les espaces dédiés aux conférences qui, grâce aux chaises disponibles, accueillent du monde. Le temps de se reposer et on repart! Mais, on sent, malgré tout, une envie d'apprendre et de comprendre. Et, surtout, une folle envie de mieux connaître le monde, le proche et le lointain. 4 300 000 visiteurs au total, mais combien de livres vendus?

Globalement, les séances de dédicaces n'attirent pas grand monde, en dehors des amis, de la famille et des copains de quartier ou de café. Que la littérature proposée soit en arabe ou en français ou en...

Globalement, d'après ce que j'ai (peut-être mal) vu, on vient au Sila soit pour «passer du temps», soit pour acquérir un produit bien précis (dont «La Cuisine algérienne» ou des œuvres recommandées par les enseignants). Ou, pour rencontrer un auteur particulier. Point barre! Problème de prix trop élevés? Problème d'in-

sortir la concurrence des liseuses électroniques. En réalité, on ne lit plus assez, papier ou écran, même échec!

(Mal-) Heureusement, il y a, des moments de grande cohue, frisant même un certain engouement, presque hystérique. Qui peut faire plaisir sur le moment mais qui interroge par la suite. Pour qui et pour quoi?

Cette année-ci, la vedette est volée par un jeune romancier saoudien, Oussama Al-Muslim, le bien-nommé, «l'arabe J. K. Rowling», un diplômé en littérature anglaise de l'université du roi Fayçal à Hofouf (Al Ahsa), déjà, nous dit-on, auteur de 32 romans en 9 ans, et d'une trilogie intitulée «Khawf», tous ouvrages genre science-fiction, fantastique, magie et autres dérivés.

Loin de moi de discuter de la forme d'écriture n'étant pas expert en la matière. Qui a l'air d'emprunter, selon mon humble avis, à l'écriture la plus simplifiée possible, en arabe très accessible, une écriture simple, faite de clichés et de stéréotypes qui nage en plein dans la pensée magique. Du «fantastique», de l'«horreur» et de la «science-fiction». Pas religieuse. Magique.

De la paralittérature. Accessible et populaire. A consommer très rapidement. Faite pour une rapide consommation allant dans le sens de la pensée néolibérale pour emprunter au Pr A.Cheniki. Bref, une littérature de consommation ou ce que certains appellent la «littérature fast-food». Cela me rappelle le temps de la littérature «rose», des romans-photos, des «Mickey», des «polars» et des œuvres de science-fiction.

Le succès auprès de la jeune génération «tik-tok» (15-25 ans, de bon (?) niveau scolaire) relève beaucoup plus, à mon avis, d'une recherche irrésistible d'évasion, de sortie d'un monde devenu (pour eux et elles) «invivable» ou «insupportable». Se sentant, quelque part, enfermée dans une atmosphère religieuse et politique, bref conservatrice donc contraignante. Ne pouvant ni ne voulant s'exiler, elle choisit, en attendant, l'imaginaire peuplé de sorcières et de djinns, indéniablement perçu comme un espace de liberté, libérateur, ne serait-ce que le temps de lecture.

Air Algérie Deux vols vers Paris annulés en raison des conditions météorologiques

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé jeudi dans un communiqué, l'annulation de deux vols vers l'aéroport Charles De Gaulle (Paris), en raison des conditions météorologiques défavorables. «La compagnie Air Algérie informe ses clients qu'en raison de conditions météorologiques exceptionnelles affectant la région pa-

risienne, les vols AH1544 reliant Annaba à Paris (aéroport Charles De Gaulle) et AH1118 reliant Constantine à Paris (aéroport Charles De Gaulle) ont été annulés», lit-on dans le communiqué.

Et en raison des mêmes conditions «deux vols en provenance de l'aéroport d'Orly à destination d'Alger, prévus

pour ce jeudi 21 novembre, subissent un retard».

La compagnie nationale a appelé, dans le même communiqué, les passagers à contacter le service clients au numéro 3302 ou à se rendre dans l'une des agences commerciales pour toute information complémentaire ou demande de réacheminement.

Loi de Finances 2025

La Cour constitutionnelle déclare l'inconstitutionnalité des amendements de quatre articles

La Cour constitutionnelle a décidé la recevabilité des deux saisines portant sur le contrôle de constitutionnalité des articles 23, 29, 33 et 55 du texte adopté par le Parlement portant loi de Finances 2025, et a déclaré l'inconstitutionnalité des amendements contenus dans ces articles, selon le dernier Journal officiel.

El-Houari Dilmi

«Sur saisine de la Cour constitutionnelle par le président du Conseil de la nation, en date du 16 novembre 2024, sous le n° 316, enregistrée au greffe de la Cour constitutionnelle sous le n° 04/24, et par le Premier ministre, le même jour, sous le n° 724, enregistrée au greffe de la Cour constitutionnelle sous le n° 05/24, aux fins de contrôler la constitutionnalité des articles 23, 29, 33 et 55 du texte adopté par le Parlement portant loi de finances pour 2025 », la Cour constitutionnelle a décidé de la recevabilité des saisines en la forme, lit-on dans le Journal officiel N° 77 du 19 novembre 2024. Cette décision fait suite à deux saisines déposées par le président du Conseil de la nation et le Premier ministre qui ont soulevé des préoccupations quant à la conformité de ces articles avec l'article 147 de la Constitution. Il est ainsi stipulé que «les deux saisines portant sur le contrôle de constitutionnalité des articles 23, 29, 33 et 55 du texte adopté par le Parlement portant loi de Finances pour 2025, aux dispositions de l'article 147 de la Constitution, déposées par le président du Conseil de la nation et par le Premier ministre auprès de la Cour constitutionnelle, sont intervenues con-

formément aux dispositions des articles 190 et 193 de la Constitution». Selon l'article 147 de la Constitution, «est irrecevable toute proposition de loi ou amendement présenté par les membres du Parlement ayant pour objet ou pour effet de diminuer les ressources publiques ou d'augmenter les dépenses publiques, sauf si elle est accompagnée de mesures visant à augmenter les recettes de l'Etat ou à faire des économies, au moins, correspondantes sur d'autres postes des dépenses publiques». Selon le document, la Cour constitutionnelle a décidé, en la forme, la recevabilité des deux saisines, et a déclaré, au fond, l'inconstitutionnalité des amendements contenus dans les articles 23, 29, 33 et 55 du texte adopté par le Parlement portant loi de Finances 2025.

ATTEINTE AU PRINCIPE DE L'EQUILIBRE FINANCIER

La Cour a statué qu'après examen des documents parlementaires, il a été établi que les articles 23 (amendement 45), 29 (amendement 12), 33 (amendement 7) et 55 (amendement 49) n'ont été «accompagnés ou étayés par aucune proposition relative aux mesures visant à accroître les recettes de l'Etat ou à dégager des montants financiers dans un autre chapitre de dépenses publi-

ques, ce qui a été constaté par la Cour constitutionnelle dans l'amendement proposé par les députés quant aux articles susmentionnés». Dès lors, poursuit le texte, «ces amendements ne concrétisent pas le principe de l'équilibre financier, un des principes fondamentaux sur lesquels repose le budget général de l'Etat». Cette décision a été notifiée au président de la République, au président du Conseil de la nation, au président de l'Assemblée populaire nationale et au Premier ministre.

Les articles amendés, à savoir le 22 bis, 29, 33 et 55, sont présentés comme «préjudiciables aux ressources budgétaires, car diminuant les recettes publiques sans introduire de mesures compensatoires, comme l'exige l'article 147 de la Constitution ». Les ajustements apportés aux articles sus-cités visent à alléger la charge fiscale de certaines catégories de contribuables ou à limiter l'augmentation de certaines taxes, ce qui soulève des interrogations sur leur impact budgétaire.

L'article 33, frappé d'inconstitutionnalité, vise à réduire les pénalités de retard pour le paiement des droits d'enregistrement pour les notaires et huissiers de justice à 5.000 DA. L'article 55 apporte des ajustements concernant les pénalités relatives aux vignettes automobiles pour certains véhicules.

banque en toute sécurité et d'en assurer la continuité de l'activité. Ce rapport doit être élaboré par un cabinet externe indépendant justifiant de références avérées en la matière, souligne la même source.

Outre les règles et exigences prudentielles applicables aux banques conventionnelles, les banques digitales doivent observer certaines règles liées notamment aux dépôts et aux crédits.

Ainsi, les dépôts d'un seul client et de ses parties liées ne peuvent excéder un maximum de 1% du total des dépôts de la banque. Ce plafond est applicable après une année, à compter de la date d'entrée en activité de la banque.

Il est également interdit d'accorder des crédits aux grandes entreprises, à l'exception des encours sur les PME devenues grandes entreprises.

Toutefois, les banques digitales justifiant cinq années d'activités sont exemptées de ses conditions, sous réserve de l'autorisation de la Banque d'Algérie et d'augmenter le capital social à, au moins, 150% du capital minimum de la banque digitale.

Le règlement interdit, par ailleurs, à toute entité non agréée en qualité de banque digitale d'utiliser une dénomination, une raison sociale, une publicité ou toute expression faisant croire qu'elle est agréée en tant que telle.

Consommation 3000 tonnes de café importées en novembre

Un responsable au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, a affirmé, jeudi, que le café était disponible en quantités suffisantes et au prix plafonné pour répondre aux besoins des citoyens, soulignant que plus de 3000 tonnes de café vert ont été importées depuis le début du mois courant.

Dans une déclaration à l'APS, le conseiller chargé de la communication au ministère, Amine Amara, a précisé que «du 1er au 20 novembre, 3.037 tonnes de café vert ont été importées par 19 opérateurs économiques», affirmant que l'approvisionnement du marché en ce produit de large consommation au prix plafonné (250DA le paquet de 250g), «fait l'objet d'un contrôle régulier par les agents de contrôle commercial à travers les wilayas du pays».

En sus des 64 opérateurs actifs dans l'importation et/ou la transformation du café, le marché national a vu l'entrée, ce mois-ci, de deux nouveaux opérateurs spécialisés dans la torréfaction et la commercialisation du café, portant ainsi le nombre des marques disponibles sur le marché de 59 à 61, selon M. Amara.

A ce jour, deux dossiers d'opérateurs économiques ont été traités au niveau d'une commission mixte (commerce-finances-douanes-trésor public) relevant du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché local. Ces opérateurs ont été indemnisés dans un «délai record» pour le différentiel entre le prix d'achat référentiel du café et le prix réglementé. Par ailleurs, les directions de commerce ont reçu des demandes d'indemnisation de la part de 8 opérateurs, selon le même responsable.

Le processus d'introduction progressive du café au prix plafonné au niveau des marchés de gros a débuté au cours de la première semaine d'octobre, avant d'être étendu aux marchés de détail.

Les prix du café vert ou torréfié ou moulu ont été plafonnés en vertu d'un décret exécutif signé, le 20 août dernier, par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, fixant le prix plafond du café à la consommation et les marges bénéficiaires plafonds à l'importation ainsi qu'à la distribution, aux stades de gros et de détail.

En vertu de ce nouveau décret, les prix plafonds du café, toutes taxes compri-

ses, à la consommation, ont été fixés à 1250 DA le kilogramme 312,5 DA le paquet de 250g) pour le café vert ou torréfié ou moulu «arabica» et à 1000 DA le kilogramme (250 DA le paquet de 250g) pour le café vert ou torréfié ou moulu «robusta».

Le décret exécutif stipule également que tout opérateur ayant acheté le café vert à des prix dépassant le prix d'achat de référence, est tenu de soumettre à l'appréciation du comité de compensation, les pièces justificatives y afférentes, les modalités de compensation ayant été fixées en vertu d'un arrêté interministériel commun au ministère du Commerce et le ministère des Finances, publié le 25 août dernier.

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, avait réitéré, début novembre depuis la wilaya de Constantine, l'engagement de l'Etat à assurer la disponibilité des produits de large consommation, et à réguler leurs prix, notamment le café, «en mettant fin aux agissements des intermédiaires et des spéculateurs qui ont déréglé le marché du café, lesquels ont été identifiés», affirmant que l'Etat sera «intransigeant» et que la loi sera «appliquée dans toute sa rigueur».

Lors de la réunion du Conseil des ministres du 20 octobre dernier, le président de la République avait enjoint au gouvernement de procéder à «une révision radicale» de la réglementation régissant la commercialisation du produit national au citoyen, à travers l'élaboration d'une loi consacrant un système de plafonnement des prix, via des décrets, lorsqu'il s'agit de prix déraisonnables des produits de saison.

Le président de la République avait également ordonné de faire preuve d'une extrême vigilance, d'intensifier et de porter, au plus haut point, le contrôle, en plaçant les produits agro-alimentaires et les médicaments au cœur des priorités.

Dans le même contexte, le président de la République avait ordonné de ne pas interdire les opérations d'importation des matières premières utilisées dans la chaîne de production et les industries vitales. Le reste des opérations d'importation est soumis à une autorisation préalable.

La Banque d'Algérie fixe les conditions de création de banques digitales

Les conditions spécifiques d'autorisation de constitution d'agrément et d'exercice d'activités de banque digitale ont été fixées par un règlement paru au Journal officiel (JO) n 77.

Ce règlement, n 24-04, signé le 13 octobre dernier par le gouverneur de la Banque d'Algérie, précise les modalités d'octroi d'agrément et les règles applicables sur les activités de banques digitales.

Selon le texte, la banque digitale est toute banque offrant des services et produits bancaires exclusivement via des canaux, des plates-formes et des supports digitaux, en s'appuyant sur les technologies modernes, relatives aux technologies de l'information et de la communication et de la technologie financière, dans le cadre de l'exercice de ses activités.

La banque digitale est soumise aux mêmes règles appliquées sur les banques et établissements financiers conventionnels, d'après le règlement qui interdit toutefois la constitution d'une banque digitale sous forme de succursale de banque étrangère.

De plus, la banque digitale doit compter parmi ses actionnaires, une banque de droit algérien justifiant d'une expérience en matière de services bancaires en ligne. Cette dernière doit détenir, au moins, 30% du capital, sans que la part individuelle de cha-

cun des autres actionnaires et de ses parties liées n'atteigne ce taux.

La banque digitale doit également disposer d'un siège social établi en Algérie, devant servir à des fins administratives et qu'elle peut aussi utiliser pour traiter les réclamations de la clientèle, et doit héberger sa plate-forme opérationnelle ainsi que ses redondances en Algérie.

Elle n'est pas autorisée à ouvrir des agences, autres que des agences dites «digitales», totalement automatisées, selon le règlement.

S'agissant de la demande d'autorisation de constitution de banque digitale, elle doit être introduite auprès du président du Conseil monétaire et bancaire accompagnée d'un dossier complémentaire spécifique à cette catégorie de banque, outre le dossier demandé aux banques conventionnelles. Après obtention de l'autorisation de constitution du Conseil monétaire et bancaire, le requérant doit fournir un dossier de demande d'agrément, adressé au gouverneur de la Banque d'Algérie, et qui doit comprendre un rapport portant sur l'évaluation de l'ensemble des composantes de l'infrastructure de base, des systèmes technologiques, de la sécurité des informations ainsi que du degré d'efficacité de ces systèmes et de leur capacité à soutenir les activités de la

Alger

Un mort et 3 blessés dans un incendie

Une personne est décédée et trois autres ont été blessées suite à un incendie qui s'est déclenché, jeudi, dans un appartement à Draria, indique un communiqué de la Protection civile.

Les unités de la Protection civile

sont intervenues vers 3h 30 pour éteindre le feu qui a pris au troisième étage d'un immeuble de cinq étages situé à la cité des 132 logements Bou-djemaa Temmime, dans la commune de Draria, précise le communiqué.

L'incendie qui a pu être maîtrisé, a

coûté la vie à un sexagénaire. Trois autres personnes ont été blessées dont un enfant souffrant de brûlures.

Les blessés ont été évacués à l'hôpital tandis que la dépouille de la victime a été transférée à la morgue, note le communiqué.

Enseignement supérieur De nouvelles mesures pour les étudiants en sciences médicales

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique continue à réaffirmer son engagement à répondre aux préoccupations et revendications des étudiants en sciences médicales.

M. Aziza

Outre les mesures déjà approuvées en leur faveur, le département de Kamel Baddari a annoncé des mesures opérationnelles complémentaires pour la prise en charge des doléances des étudiants des facultés de médecine, de médecine dentaire et de pharmacie.

Le ministère de l'Enseignement supérieur a annoncé, à travers sa page officielle sur Facebook, l'approbation effective de «l'augmentation de la bourse pour les étudiants en sciences médicales à partir de l'année 2025, qui sera accordée selon 03 niveaux, soit le niveau des années 1, 2 et 3, le niveau des années 4 et 5 et le niveau des années 6 et 7». Approbation en outre des décisions relatives aux stages dans le cadre professionnel pour les internes, tel

qu'il a été soumis au Secrétariat général du gouvernement, qui l'élabore. Il a été décidé ainsi une période de stage prolongée de 11 mois par an, avec une indemnité journalière de 500 DA, une indemnité de 1 000 DA par jour en cas «de la garde» et une indemnité de 2 200 DA par jour si le lieu du stage est à plus de 50 km de la résidence de l'étudiant.

A cela s'ajoute l'augmentation «significative» du nombre de postes affectés à l'emploi de médecins, pharmaciens et dentistes au niveau des structures publiques de santé, à partir de 2025, pour permettre d'absorber la demande.

En soulignant dans ce sens que le nombre de nouveaux étudiants qui s'inscriront en sciences médicales pour la prochaine année universitaire sera soumis aux capacités de chaque facul-

té, y compris les annexes, en termes de capacité d'accueil.

Pour rappel, des syndicats du secteur de la santé notamment ont plaidé pour le lancement d'une «réflexion stratégique» et d'un «pilotage stratégique impliquant le ministère de la Santé» autour de plusieurs questions relatives à la formation des étudiants en sciences médicales.

Le Syndicat national des praticiens spécialistes de santé publique (SNPSSP) avait évoqué dans une déclaration faite au «Quotidien d'Oran» l'impératif d'évaluer les besoins en formation qui devront répondre aux besoins essentiels du secteur de la santé et aux besoins estimés. Et faire également des évaluations sur ce qu'on appelle «la production des médecins et les capacités d'emploi». Et des réflexions notamment sur la faculté et les annexes.

Selon l'avocate de Sâada Arbane Une action en justice intentée contre Kamel Daoud

L'avocate Fatma Zohra Benbrahim a révélé, jeudi à Alger, qu'une action en justice a été intentée devant le tribunal d'Oran contre l'écrivain Kamel Daoud pour avoir exploité dans son dernier ouvrage intitulé «Houris», l'histoire de la vie personnelle d'une victime du terrorisme, Sâada Arbane, et violé les valeurs et la mémoire du peuple algérien.

Lors d'une conférence de presse, Me Benbrahim a affirmé que l'écrivain Kamel Daoud «a volé la personnalité, l'histoire et les propos de ma cliente et publié le roman +Houris+ sans aucune considération pour ses souffrances et les tourments endurés».

Elle a déclaré avoir «déposé une plainte auprès du même tribunal au nom des disparus du terrorisme et de l'Organisation nationale des victimes du terrorisme (ONVT) représentée par Mme Zahra Flici», soulignant que le succès littéraire du concerné et le prix Goncourt qu'il a remporté récemment «se sont faits au détriment des souffrances de nombreuses victimes».

Mme Benbrahim a affirmé que l'écrivain a tenté «par des méthodes infâmes d'altérer l'image de l'Algérie, ses valeurs nobles et de porter atteinte à l'histoire et à la mémoire d'un peuple tout entier», ajoutant que «l'exploitation de l'histoire personnelle de la victime Sâada Arbane, sans son autorisation, se veut la preuve concrète de cette tentative désespérée».

Revenant sur les détails de la plainte,

l'avocate Benbrahim a précisé que l'affaire est actuellement en cours d'examen par le juge d'instruction près le tribunal d'Oran, où, a-t-elle expliqué, deux plaintes ont été déposées à propos du même livre portant sur plusieurs chefs d'accusation, dont «atteinte à la vie privée» et «publication sans autorisation de l'intéressée».

Elle a indiqué, en outre, que la plainte déposée au cours de cette semaine près ladite juridiction concernait l'épouse de l'écrivain, qui était la médecin en charge de l'état psychologique de la victime, soulignant que la prévenue «a fourni à son époux des détails confidentiels obtenus auprès de la victime, et qui ont été exploités dans l'écriture du roman».

«La divulgation d'informations liées à l'état de santé d'une victime constitue une violation du secret professionnel, punie par la loi, et porte atteinte à la déontologie professionnelle», a-t-elle souligné, précisant que la victime «avait refusé catégoriquement, par le passé, la demande des concernés de publier son histoire sous une forme littéraire ou autre».

En ce qui concerne le dépôt de plainte en Algérie et non en France, l'avocate a affirmé que «les faits se sont produits en Algérie», et que l'écrivain, «bien que récemment naturalisé français, conserve toujours la nationalité algérienne».

Elle a déclaré qu'elle prendra «toutes les mesures nécessaires pour répondre aux mensonges et à la falsification» contenus

dans le livre, qu'elle accuse de porter atteinte à l'image de la femme algérienne et de causer préjudice à la victime, à sa famille et aux proches, ainsi qu'aux victimes de la tragédie du terrorisme». Et d'ajouter que «de nombreuses associations de la société civile l'avaient contactée pour déposer des plaintes similaires contre l'écrivain pour «diffamation et falsification des faits».

Par ailleurs, Me Benbrahim a laissé entendre que la maison d'édition ayant publié le livre pourrait ne pas avoir connaissance que le récit n'était pas une fiction, comme l'exige le principe d'attribution du prix Goncourt, mais était tirée d'une «histoire réelle».

Elle a étayé ses propos par plusieurs éléments qu'elle considère comme des «preuves à inclure dans le dossier, notamment les blessures visibles de la victime Arbane, qui correspondent à celles décrites dans le livre, ainsi qu'une dédicace manuscrite de l'écrivain dans un exemplaire offert à la victime».

Selon l'avocate, le retrait du Prix Goncourt, «obtenu par Kamel Daoud de manière imméritée, serait une restitution du droit spolié de la victime».

Elle a également interpellé directement l'écrivain en lui demandant de répondre aux faits qui lui sont reprochés: «Vous pouvez venir et confronter Mme Saada Arbane en face et affirmer que vous n'avez pas exploité son histoire», a-t-elle dit.

Chanegriha installe le Commandant de la 3ème Région militaire

Le Général d'Armée

Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, jeudi, au nom du Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, la cérémonie d'installation du Général-major Necereddine Foudhil, dans les fonctions de Commandant de la 3ème Région militaire, à Béchar, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, a présidé, ce jeudi 21 novembre 2024, la cérémonie d'installation du Général-major Necereddine Foudhil, dans les fonctions de Commandant de la 3ème Région militaire, à Béchar», précise la même source.

Après la cérémonie d'accueil, le Général d'Armée a écouté l'hymne national et a observé, à l'entrée du siège du Commandement de la 3ème Région militaire, un moment de recueillement à la mémoire du chahid «Moustapha Benboulaid» dont le siège du Commandement de la Région est baptisé de son nom. Le Général d'Armée a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative du chahid et récité la Fatiha à sa mémoire et à celle des valeureux chouhada. Le Général d'Armée a procédé, ensuite, à l'inspection des carrés des cadres et personnels de la Région, alignés au niveau de la place d'arme, avant d'annoncer par la suite l'installation officielle du Commandant de la 3ème Région militaire, en remplacement du Général-major Mostefa Smaili.

«Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au décret présidentiel du 12 novembre 2024, j'installe officiellement le Général-major Necereddine Foudhil dans les fonctions de Commandant de la 3ème Région militaire, en remplacement du Général-major Mostefa Smaili», a déclaré le Général d'Armée.

«Aussi, je vous ordonne de travailler sous son autorité, de suivre ses ordres et d'exécuter ses instructions, dans l'intérêt du service, en application des règlements militaires et des lois de la République, et en faisant montre de fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de no-

tre glorieuse Révolution», a-t-il ajouté.

Le Général d'Armée a présidé, par la suite, la cérémonie de passation du drapeau national et la signature du procès-verbal de passation de pouvoir.

A l'issue, le Général d'Armée a rencontré les cadres et les personnels de la Région, et prononcé une allocution d'orientation, diffusée par visioconférence à toutes ses unités, à travers laquelle «il a réitéré ses félicitations à l'occasion du 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954, en soulignant que la discipline exemplaire et la mutualisation des efforts, conjugués à l'éthique militaire, au sens du patriotisme élevé et à l'unité des rangs, sont les seuls garants pour la construction d'une armée forte et jouissant de notoriété».

Il a indiqué que «cette rencontre intervient alors que nous vivons encore l'atmosphère festive du 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954, cette révolution qui a changé le cours de l'histoire et était le couronnement d'une lutte longue et amère, menée avec force et bravoure, par notre vaillant peuple, pendant plus de 130 ans, et qui s'est terminée par la victoire sur l'ennemi, en l'acculant irrémédiablement de notre terre».

«En cette occasion historique, nous prions Allah Le-Très Haut, de procurer à notre Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de Libération nationale, sous la conduite de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le succès, et de prêter assistance à ses valeureux enfants, dans les efforts de sauvegarde de la liberté, de la souveraineté et de l'indépendance nationale de notre pays, à même d'assurer le progrès et le bien-être de notre peuple dans un climat de sécurité, de stabilité et de fraternité», a-t-il ajouté.

«Ces exigences nous interpellent, constamment, dans la limite des responsabilités et prérogatives de tout un chacun, pour faire preuve de discipline exemplaire, de rigueur et de persévérance, et œuvrer à mutualiser les efforts, en s'imprégnant d'éthique militaire, du sens du patriotisme élevé et de l'unité des rangs, car c'est ainsi que nous réussirons à construire une armée forte et jouissant de notoriété», a-t-il poursuivi.

A l'issue de cette rencontre, le Général d'Armée a suivi les interventions des cadres et des personnels du Commandement de la 3ème Région militaire, et écouté leurs préoccupations.

Russie

Tir sur l'Ukraine d'un missile conçu pour le nucléaire

Le président russe Vladimir Poutine a estimé jeudi que le conflit en Ukraine avait désormais tout d'une guerre « mondiale » et prévenu qu'il n'excluait pas de frapper les pays occidentaux.

Ces menaces du maître du Kremlin interviennent au terme d'une journée de tensions extrêmes où la Russie a fait usage sur le territoire ukrainien d'un missile de dernière génération conçu pour porter une ogive nucléaire.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a estimé que ce tir était l'acte d'un « voisin fou » qui utilise l'Ukraine comme « terrain d'essai » militaire. L'Ukraine avait un peu plus tôt accusé la Russie de l'avoir frappée à Dnipro (centre) à l'aide d'un missile ayant « toutes » les caractéristiques d'un missile intercontinental dénué de sa tête nucléaire, une première dans l'Histoire constituant une escalade sans précédent de la guerre et des tensions russo-occidentales. M. Poutine a donc confirmé, dans un bref discours diffusé à la télévision, qu'en réponse aux frappes de missiles occidentaux sur son territoire, la Russie avait tiré jeudi sur l'Ukraine avec un nouveau type de missile balistique hypersonique baptisé « Oreshnik », qui était dans sa « configuration dénucléarisée ». Ce tir a visé « un site du complexe militaro-industriel ukrainien », a-t-il affirmé. La ville de Dnipro, abrite le groupe Pivdenmach, ancien IoujMach qui était à l'époque soviétique l'un des hauts lieux de l'industrie des missiles militaires.

LA RUSSIE « PRÊTE À TOUT »

Dans son adresse à la nation de moins de dix minutes, Vladimir Poutine a dénoncé les deux frappes réalisées ces derniers jours par l'Ukraine en territoire russe à l'aide de missiles américains ATACMS et britanniques Storm Shadow. Le président américain Joe Biden,

qui s'y était longtemps refusé, avait autorisé dimanche ces frappes en territoire russe avec des armes américaines, malgré les mises en garde de la Russie qui avait brandi la menace nucléaire. « A partir du moment où (ces missiles ont été tirés sur la Russie), et comme nous l'avons souligné à maintes reprises (au préalable), le conflit provoqué par l'Occident en Ukraine a pris les éléments d'un (conflit) à caractère mondial », a dit le président russe. « Nous considérons être dans notre droit d'utiliser nos armes contre les installations militaires des pays qui autorisent l'utilisation de leurs armes contre nos installations », a encore averti M. Poutine. Outre les missiles américains ATACMS, les Ukrainiens disposent donc de missiles de croisière franco-britanniques Storm Shadow / Scalp fournis par ces deux pays. L'Allemagne, longuement sollicitée pour fournir ses propres missiles de croisière Taurus, s'y est catégoriquement refusée.

En pleine escalade du conflit, M. Poutine a assuré que la Russie était « prête à tous » les scénarios, tant face à l'Ukraine que face aux Occidentaux. L'utilisation d'un tel missile pour frapper l'Ukraine est un « nouveau développement inquiétant », a commenté le porte-parole du secrétaire général de l'ONU. L'Union européenne et Londres avaient souligné que cela constituerait « une escalade » de la part de Moscou.

C'est le déploiement de milliers de soldats nord-coréens pour faire face à l'armée ukrainienne dans la région frontalière russe de Koursk qui avait été mis en avant par les Etats-Unis pour changer de pied sur la question des frappes avec des missiles occidentaux en territoire russe. L'étendue des

dégâts après le tir du missile balistique russe à Dnipro n'était pas claire dans l'immédiat. Deux personnes ont été blessées dans la zone par des frappes russes jeudi, selon le gouverneur régional Serguï Lyssak.

MISES EN GARDE NUCLÉAIRES

L'attaque se produit au moment où les tensions sont au plus haut entre Moscou et les Occidentaux, à l'approche du retour de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier anticipé comme un tournant.

La Russie, qui a envahi l'Ukraine il y a bientôt trois ans, a multiplié ces derniers jours les frappes d'ampleur en Ukraine et les avertissements à l'encontre des alliés de Kiev. Moscou a en particulier renforcé ces derniers jours ses mises en garde nucléaire. Selon sa nouvelle doctrine sur l'emploi de l'arme nucléaire, officialisée mardi, la Russie peut désormais y recourir en cas d'attaque « massive » par un pays non nucléaire mais soutenu par une puissance nucléaire, référence claire à l'Ukraine et aux Etats-Unis.

Ailleurs en Ukraine, 26 personnes ont été blessées lors de frappes à Kryvyï Rig, une ville située à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Dnipro, d'après le gouverneur Serguï Lyssak. L'armée russe continue parallèlement de progresser dans l'est de l'Ukraine. Le ministère russe de la Défense a revendiqué jeudi la prise d'une petite localité près de la ville de Kourakhové, dans l'est de l'Ukraine. Les avancées russes sont particulièrement inquiétantes pour Kiev, qui craint d'être poussé à la table des négociations en position défavorable.



COP29

Fin de négociations chaotique



La présidence azerbaïdjanaise de la conférence sur le changement climatique de l'ONU à Bakou a proposé vendredi que les pays développés s'engagent à 250 milliards de dollars de financements annuels pour les nations plus pauvres, un chiffre publié à seulement quelques heures de la fin officielle de la COP29. Cela représenterait deux fois et demie l'engagement actuel de 100 milliards de dollars, qui couvrirait la période 2020-2025.

Après de multiples consultations dans la nuit de jeudi et vendredi, dans lesquelles le Brésil, l'Union européenne et la Chine sont omniprésents, les Azerbaïdjanais ont

dévoilé, avec retard, un texte qu'ils voulaient presque final. Ce chiffre est inférieur de moitié à ce qu'une alliance de pays en développement réclament. Le projet d'accord fixe séparément un objectif ambitieux de lever un total de 1.300 milliards de dollars par an d'ici 2035 pour les pays en développement; ce total inclurait la part des pays développés et d'autres sources de financements (fonds privés ou nouvelles taxes, par exemple).

Beaucoup s'attendent à une prolongation de la COP29 comme la plupart des COP. « Il y a les moyens d'arriver à un accord et que j'espère qu'on va pouvoir y arriver », dit

un diplomate français. « On continuera à tout faire dans les 48H00 qui viennent parce que c'est très, très important pour tout le monde ». Des négociateurs et des ONG critiquent la gestion de la conférence par les Azerbaïdjanais, inexpérimentés pour mener des négociations aussi conséquentes entre près de 200 pays.

« C'est la pire COP de mémoire récente », va jusqu'à dire Mohamed Adow, au nom du grand réseau d'ONG Climate Action Network. « La présidence est incompétente, c'est le chaos total », confie à l'AFP un négociateur occidental, entre deux réunions bilatérales. La con-

férence s'est déroulée dans une atmosphère lourde. Le président Ilham Aliyev a attaqué à la tribune la France, alliée de son ennemi l'Arménie, et les deux pays ont convoqué leurs ambassadeurs respectifs. Pendant que plusieurs militants environnementaux azerbaïdjanais sont en détention. La question centrale, au « stade olympique » de la capitale, est de déterminer combien d'argent les pays développés, au nom de leur responsabilité historique dans le dérèglement climatique, accepteront de transférer aux pays en développement, pour les aider à affronter un climat plus destructeur et à investir dans les énergies bas carbone. « Nous ne demandons qu'1% du PIB mondial. Est-ce trop demander pour sauver des vies ? » demande Juan Carlos Monterrey Gomez, négociateur du Panama. « Nous ne pouvons pas reporter de plusieurs années, c'est le moment », insiste le négociateur bolivien, Diego Pacheco, auprès de l'AFP.

« AU MOINS » 500 MILLIARDS

Depuis le début du sommet, le 11 novembre, des tempêtes ont tué des Philippines au Honduras, l'Espagne panse ses plaies après des inondations meurtrières, l'Equateur a déclaré l'urgence nationale à cause de la sécheresse et des incendies... L'arrière-plan inédit de cette 29e COP est une année 2024 qui sera vraisemblablement la plus chaude jamais mesurée. Et, neuf ans après l'accord de Paris, l'humani-

té va encore brûler plus de pétrole, de gaz et de charbon que l'année passée. Américains et Européens n'ont pas encore révélé, du moins publiquement, combien ils étaient prêts à payer.

LA CHINE REFUSE TOUTE OBLIGATION

« Ils tournent en rond dans leurs jeux géopolitiques », a déploré la ministre colombienne Susan Muhamad. Les pays développés négocient en fait en parallèle d'avantage d'« ambition » pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais s'opposent aux pays producteurs de pétrole comme l'Arabie saoudite. Le groupe arabe a explicitement prévenu qu'il n'accepterait aucun texte ciblant « les combustibles fossiles ». Ce qui fait désordre un an après la COP28 de Dubaï, qui a appelé à lancer la transition vers la sortie des combustibles fossiles. En public, les pays donnent de la voix. Mais en coulisses, Chinois, Occidentaux, Etats insulaires... Tous se parlent encore.

La Chine défend ardemment l'accord de Paris de 2015 mais a tracé une ligne rouge: elle ne veut aucune obligation financière. Pas question de renégocier la règle onusienne de 1992 qui stipule que la responsabilité de la finance climatique incombe aux pays développés. Le projet d'accord de vendredi n'oblige pas mais « invite » les pays en développement, dont la Chine fait officiellement partie, « à fournir des contributions additionnelles ».

Le sens de la guerre et de la mort tout court dans la marche de l'humanité

Dans « La mort et son mystère » ⁽¹⁾, livre d'une grande humanité, Camille Flammarion pose le problème de la signification de la mort sur l'existence humaine. La mort est l'événement suprême de la vie.

Par Medjdoub Hamed *

1^{ère} partie

On doit comprendre plus que la naissance. Ne pas vouloir l'étudier est une puérilité enfantine. Pour avoir une meilleure vision de sa pensée, écoutons-le. «Atome pensant, emporté sur un atome matériel à travers les immensités de la Voie lactée, l'homme peut se demander s'il est par l'esprit aussi insinifiant que par son corps, si la loi du Progrès ne doit pas l'élever dans une ascension indéfinie, et s'il y a un système du monde moral harmonieusement associé au système du monde physique». (1)

Il est évident que si ces mots furent énoncés par le très respecté savant, à cette époque - ce livre, rappelons-le a été édité en 1920 - c'est qu'ils étaient ressentis, au plus profond de son être. Et il le dit : «L'Esprit n'est-il pas supérieur à la matière ? Quelle est notre véritable nature ? Quelle est notre destinée future ? Ne sommes-nous que des flammes éphémères un instant pour s'éteindre à jamais ? Ne reverrons-nous plus ceux que nous avons aimés et qui nous ont précédés dans l'Au-delà ?

Les séparations sont-elles éternelles ? Tout meurt en nous ? S'il reste quelque chose, que devient cet élément impondérable, invisible, insaisissable, mais conscient, qui constituerait notre personnalité durable ? Survivra-t-il longtemps ? Survivra-t-il toujours ?

Être ou n'être pas ? Telle est la grande, l'éternelle question posée par les philosophes, les penseurs, les chercheurs de tous les temps et de toutes les croyances. La mort est-elle une fin ou une transformation ? [...] Ne sommes-nous pas devant les arcanes du monde invisible différent de celui qui tombe sous nos sens et impénétrable à nos moyens d'investigation positive ? Ne peut-on essayer, chercher, si certains faits, correctement et scrupuleusement observés, sont susceptibles d'être analysés scientifiquement et acceptés comme réels par la critique la plus sévère ? Nous ne voulons plus de phrases, plus de métaphysique.

Des faits ! Des faits ! Il s'agit de notre sort, de notre destinée, de notre avenir personnel, de notre existence. Ce n'est pas seulement la froide raison qui questionne ; ce n'est

pas seulement l'esprit ; c'est aussi le sentiment ; c'est aussi le cœur.» (1)

Ce flot de questions posées par l'auteur a-t-il une réponse ? Que va-t-elle répondre la raison froide qui questionne et raisonne ? La raison que l'on sait en nous et dont nous ne savons rien de son essence. Comme du reste l'esprit en nous dont on ne sait rien ; et seul le sentiment d'être nous l'indique et nous fait sentir les problèmes du monde et de notre être, parfois allant jusqu'à nous faire sentir l'absurdité de notre existence ; dans le sens que nous existons pour qu'ensuite nous disparaissions comme si nous n'avons jamais existé.

Au sens de l'humain, ces questions n'ont pas de véritables réponses qui peuvent nous dire : «Oui, nous sommes nous ! Et nous précisons sur quel support nous reposons ! Quel est l'essence qui fait notre existence ?». Tout au plus l'humain que nous sommes les appréhende par l'esprit en nous, selon la conscience que l'on a de lui, selon du sens qu'il nous donne de la vie, selon la compréhension que l'on se fait du progrès du monde. C'est précisément cette conscience, ce sentiment que l'humanité est en perpétuelle ascension, que le progrès qui se manifeste en elle la pousse toujours à aller plus loin dans ses investigations les plus vastes, les plus profondes, quel que soit le domaine considéré qui a trait à la vie ; commandées par cet esprit en elle, ces facultés intuitives et abstraites en nous qui viennent presque du néant, dans le sens que notre vide intérieur dûment rempli est ainsi constitué et fait que ce qui relève de nous avance toujours sans même comprendre comment nous eussions fait pour que ce processus de progrès s'opère ; et il s'opère en nous, pour nous et malgré nous.

Cependant, si le progrès du monde est infini, l'homme dans cette humanité reste toujours l'homme dans cet état du monde ; qu'il se dise «être ou n'être pas», il est à la fois cet être-là qui vit et cet être qui ne vit pas, parce que l'homme ne vit pas par ses propres moyens ; il est créé, vit par cet Être extérieur à lui, c'est-à-dire l'Esprit du Monde, le Créateur du monde. Dès lors se pose la question du sens de la vie ? Du sens de la mort ? Et l'homme savant dans

Camille Flammarion a entièrement raison de poser ces questions qui interpellent l'humanité entière.

L'homme naît, vit, mène une vie constituée de mille événements que le plus souvent il subit à son corps défendant. Il se dit «pourquoi je suis cet être-là ? Qui je suis ?». Et, sans réponse, ce flash de questions disparaît, et pris dans les vicissitudes de l'existence, l'homme continue sa route.

Et peu importe sa situation, qu'il réussisse ou non sa vie ; il existe, il est simplement jusqu'au crépuscule de sa vie ; là, il disparaît comme il est venu, ou plutôt comme s'il n'est jamais venu. Ne témoignons de lui que ceux qui l'ont connu, qui, à leur tour, disparaîtront comme s'ils n'étaient eux aussi jamais venus ; la vie deviendrait alors vide, une illusion d'avoir existé.

Dès lors, l'existence est-elle absurde ? En apparence, oui ! Puisque nous rencontrons inéluctablement la mort. Nous existons pour ensuite ne pas exister. La question qui se pose : «L'absurdité signifie-t-elle inintelligence ?». On peut répondre d'emblée : «Impossible ! L'absurdité ne peut être inintelligence.» L'absurdité en tant que sentiment que nous témoignons est une partie intrinsèque de notre vision humaine de notre être et du monde, donc fait partie de l'existence. Une Terre qui tourne par on ne sait quelle force peut paraître absurde et sans sens. Même s'il demeure que c'est une Force Infinie qui la fait tourner. Comme nous aussi nous existons et que nous avons été créés. Et l'absurdité qui nous vient tire sa logique de notre impossibilité de nous représenter l'Essence du monde. Donc tout nous apparaît absurde parce que nous ne comprenons pas notre finalité et la finalité du monde.

De même, lorsque, par exemple, par les beaux matins ensoleillés, on regarde heureux la nature paisible, l'harmonie qui se dégage d'un beau paysage, la verdure, un ciel et un horizon majestueusement éclairés, ou que l'on soit au bord de la mer, au lever du soleil, ou au coucher du soleil, ou dans une ville qui commence doucement à se réveiller..., et partout où nous rencontrons cette félicité de l'existence, pourrait-on dire que



ces beaux paysages sont absurdes ?

La beauté, l'harmonie du monde, par essence, ne sont pas absurde ; ils ont un sens. De là, on déduit que l'absurde et le sensé sont en nous.

C'est précisément cette opposition de deux sentiments en nous qui donnent le sens de notre existence. De même, il en va de la vie et de la mort, elles sont en nous.

Donc absurdité de l'existence et son opposé, l'existence sensée et raisonnable, sont à relativiser. Il demeure qu'il y a un principe intelligent qui régit le monde. Comme la vie pour l'homme pensant est une partie intrinsèque de son existence, la mort configurée comme opposée à la vie est aussi une partie intrinsèque de son existence.

Pour simplifier le raisonnement, et rendre compréhensible cette approche du sens de la vie et la mort, on peut citer l'expérience de Kastebaum. «Dans une enquête écrite, en deux parties, il a demandé à 214 étudiants inscrits à un cours traitant de questions liées à la mort d'exprimer de manière concise leurs sentiments au sujet de la vie dans un monde sans vieillissement ni mort. Le travail fut donné avant toute lecture sur le thème du cours. Dans cette première phase, 88% des réponses furent clairement positives. Les commentaires écrits furent de ce type : «Et comment ! Est-ce que ça commence maintenant ?». Ou «J'aime beaucoup cette idée ! Vous me rendez heureux !» On donna alors aux étudiants un travail contenant des instructions précises où ils devaient énumérer a) les «effets qu'un monde sans mort pourrait avoir sur les autres et sur la société en général», et b) «les effets d'un monde sans mort sur la manière dont vous-mêmes vous vivez et faites l'expérience de votre propre vie.»

A la suite de ce travail, la question initiale fut de nouveau posée aux étudiants. Les résultats furent

significativement inverses avec 82% de réponses négatives et 18% de positives.» (2)

Il est évident que les premières préoccupations qu'ont exprimées les étudiants à propos des effets de l'absence de mort sur la société portaient d'abord sur le problème de surpeuplement. La Terre ne serait pas aujourd'hui à 8 milliards d'êtres humains auraient été peut-être le quadruple si la mort a toujours été absente.

Et 100 milliards d'êtres humains dans 100 ans. Où irait le monde quand on sait que déjà la Terre est exigüe pour l'humanité. On tente partout d'ériger des frontières infranchissables contre les migrants qui pourtant les franchissent. Partout en Europe, entre les États-Unis et le Mexique ; en Asie, entre la Russie et la Chine, et entre l'Asie et l'Europe. En Afrique du Nord, avec la poussée migratoire des pays du Sahel, les flux migratoires ne vont pas cesser tant qu'il y a des pays riches et des pays pauvres.

On comprend dès lors la prise de conscience des étudiants que cette situation de non-mort dans l'humanité perturberait gravement la vie sur terre. Les milliards d'hommes et de femmes âgés et de bébés qui naîtraient non seulement mettraient en faillite le système économique mondial mais créeraient un décalage entre le nombre élevé d'êtres humains âgés qui s'accumuleraient et ne vieillissent pas et ne meurent pas et le nombre d'êtres humains entre ceux en âge de travailler et ceux qui poursuivent des études et des enfants encore non scolarisés ; une situation démographique et économique de l'humanité devenant complexe et à terme la Terre ne suffirait pas pour subvenir à leurs besoins.

A suivre...

*Chercheur

Publicité

APPARTEMENTS

■ Vente appartement F2 situé à Aïn El Turk exactement à Bouiseville dans une résidence familiale d'une superficie de 60 m². Pour plus d'information contacter le numéro 0670.65.77.21

VILLAS

■ A louer villa avec dépôt ou sans dépôt pour habitation à Courbet, voisin Peugeot automobile, pour sté sup + 800 m², 1^{er}, 2^e étage : 10 ch, climats + chauffage et jardin - 0555.82.89.92 - 0771.75.79.82

EMPLOIS

■ Clinique d'ophtalmologie à Oran recrute femmes de ménage + Factotum - Tél : 0556.54.43.70 de 9h-16h

TERRAINS

■ Terrain à vendre à Boufatis (w. d'Oran), centre du village à 20 mn d'Oran : 3500 m², deux entrées - Tél : 0771.80.60.21

PENSÉE

A la mémoire de notre cher père et grand-père **BENOTMAN Abdelkader** dit «Kadri» qui nous a quittés le 22.11.2021. La mort change tout mais le temps ne change rien, il y a trois ans déjà depuis que tu es parti vers un monde meilleur, rien n'est comme avant, la joie et le bonheur ont été à tes côtés. Repose en paix papa. Allah yarahmek. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour lui.

AOA Spa
Capital Social : 50 000 000 000 DA,
Registre du commerce : N° 31/00-0110058 B08
Siège social : Hai TAFNA, n°06 rue Benzrida Benaouda -Tour Jasmin - lot n°146, 1^{er} Etage - Oran
Tél/Fax : 041766230

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

El Sharika El Djazairia El Omania Lil Asmda. « A.O.A Spa », lance un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert Réf AOA : N°35/PLM/2024 pour :

«**Prestations de nettoyage au niveau du Site de production et mise à disposition de matériels**»

Les fournisseurs, intéressés, peuvent obtenir le cahier des charges après transmission par e-mail, d'une copie du registre de commerce, auprès du département C.C.C - de la société AOA Spa :

«Département Consolidation et Conclusion des Contrats»

Courriel : spm@aoa.dz

La date limite de retrait du cahier des charges est fixée à dix (10) jours à compter de la parution du présent Avis d'Appel d'Offres sur le quotidien d'Oran.

La date du dépôt des offres sera communiquée aux soumissionnaires par e-mail

Cette date peut être prorogée par AOA Spa et sera communiquée aux soumissionnaires par e-mail dans ce cas.

Aucune demande de prorogation reçue dans les 72 heures qui précèdent l'échéance du délai sus-indiqué, ne sera prise en charge.

HUISSIERS DE JUSTICE
محضرين قضائيين
لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية
 Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques
 Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22
CANAL SUR : Marketing & Publicité
Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

AU 45 ÈME FESTIVAL DU CINEMA ARABE DU CAIRE



PAR TEWFIK HAKEM

Le deuxième long-métrage d'Anis Djaad «Terre de Vengeance» et le premier court-métrage de Marcel Mrejen «Memories of an Unborn Sun» ont représenté l'Algérie au dernier Cairo International Film Festival (13-22 novembre), dans un contexte géopolitique tendu.

UNE PRÉSENCE ALGÉRIENNE TRÈS POLITIQUE



POST-APOCALYPSE NOW

En compétition officielle au Caire le court métrage «Memories of an Unborn Sun» du jeune artiste contemporain Marcel Mrejen revient sur les conséquences des essais nucléaires français dans le Sahara algérien.

Le contexte mondial nous pousse à nous poser des questions sur la fin de l'humanité (demain ou après-demain) voire de la planète Terre, mais esthétiquement parlant, est-ce qu'elle sera belle la fin du monde ? La question peut sembler incongrue, mais elle hante le documentaire du jeune (30 ans) Marcel Mrejen.

Autant dire d'emblée qu'on n'est pas certain d'avoir compris ce film expérimental. Que signifie cet étrange titre, Memories of an Unborn Sun- Souvenirs d'un soleil à naître ? Qu'est-ce qu'il veut nous dire au juste ce film, où veut-il nous entraîner ? Un travailleur chinois raconte sa journée de forçat dans le désert algérien. Des images d'archives vantent les essais nucléaires français dans le Sahara. Un ciel poussiéreux rouge sang, des détonations aussi insupportables que les silences d'après apocalypse.

Comme devant une pièce d'Art Contemporain qui nous touche, on n'ose pas trop s'avancer dans l'exercice périlleux du décryptage de l'oeuvre. Autre mystère, comment se fait-il que ce jeune réalisateur avec sa bonne bouille de frenchy et son nom exotique (Marcel Mrejen) soit «Algérien» ?

Au moins, pour cette dernière question, la toute dernière image du film nous apporte un élément de réponse : «Ce film est dédié à ma grand-mère Fanny Colonna».

Fanny Colonna (1934-2014), sociologue et anthropologue née dans un village des Hauts-Plateaux algériens d'une famille de colons a pris fait et cause pour l'indépendance de l'Algérie. En 1962, alors que la plupart des pieds-noirs quittent le pays, Fanny Colonna et son mari ont fait le choix de rester et de prendre la nationalité algérienne. Elle a tenu à ce que ses enfants et ses petits-enfants conservent la nationalité algérienne;

LE QUOTIDIEN D'ORAN : Quel est le message de votre film ?

MARCEL MREJEN: Ce film porte beaucoup de messages, certains plus explicites que d'autres, mais je crois que s'il fallait n'en retenir qu'un, ça serait les derniers vers du film déclarés (et écrits) par le poète touareg Hawad: Jusqu'à quand allons-nous exister sans aujourd'hui écartelés entre hier et demain

LE QUOTIDIEN D'ORAN: Ah, nous voilà qui ne nous avance guère, mais s'il fallait partir du titre, pourquoi «Souvenirs d'un soleil à naître»

MARCEL MREJEN: Le titre du film, Memories of an Unborn Sun, fait écho à la porosité entre les différentes strates temporelles du film. Les témoignages/mémoires (contemporains) des ouvriers chinois se juxtaposent aux images d'archives des essais nucléaires français de Béryl, ainsi qu'à celles

d'un futur spéculé, celui d'une Algérie sans nuit, éclairée en permanence par un soleil artificiel. L'histoire se répète, et l'exploitation du territoire algérien évolue. J'ai voulu un titre qui puisse exprimer la construction temporelle en spirale du film, et proposer une approche métaphysique de la lumière comme vecteur de mémoire. Par ailleurs, ce titre est aussi une référence à un morceau de l'artiste américaine Midwife, intitulé Songs for an Unborn Sun, dont la musique m'a beaucoup inspiré pendant l'écriture de ce film.

LE QUOTIDIEN D'ORAN: À l'origine, ce film fait partie d'un projet d'art contemporain, pouvez-vous nous en parler ?

MARCEL MREJEN: Je suis artiste plasticien. Le film était à la base conçu pour être présenté dans une exposition, avec un format et une sonorisation différente. Les choses se sont passées autrement et j'ai dû monter une version court métrage afin de pouvoir faire exister le film à travers une distribution en festival d'abord. Je travaille actuellement sur la version d'exposition du film qui le présentera sous une forme différente.

LE QUOTIDIEN D'ORAN: Où avez-vous tourné ce film et pourquoi ce choix du désert algérien ?

MARCEL MREJEN: Le film a été tourné sur la route entre Djanet, In Amenas et Djelfa. Afin de pouvoir lier les différents arcs narratifs du film, je souhaitais filmer l'Algérie de manière anonyme, mettre en lumière les marges et infrastructures énergétiques de ce territoire. Dans son film Lessons of Darkness, Werner Herzog filme le Koweït au lendemain de la guerre du Golfe à la manière d'un extraterrestre qui explore notre planète. Je crois que j'ai cherché à reproduire une forme d'aliénation similaire dans ma manière de filmer ces paysages.

LE QUOTIDIEN D'ORAN: Où avez-vous trouvé ces images sur les essais nucléaires français dans le Sahara algérien ?

MARCEL MREJEN: Les images d'archives proviennent d'un film de propagande militaire intitulé Hoggar Jour J. Réalisé en 1962, soit la même année que l'accident de Béryl –un essai nucléaire souterrain qui laissa s'échapper un nuage radioactif de la galerie de confinement– ce court métrage américain destiné à la télévision française vante les vertus économiques et écologiques des essais nucléaires tout en rassurant également les populations sur les risques potentiels de ces essais. Dans le film, le narrateur du film affirme que les essais nucléaires ne présentent absolument aucun risque.

T. H.

TERRE DE VENGEANCE D'ANIS DJAAD : UN DRAME RURAL APRE ET PERCUTANT PORTÉ PAR DES ACTEURS AU TOP

Le second long métrage d'Anis Djaad est un drame social qui met en scène et en valeur Samir El-Hakim et quelques étonnants comédiens du théâtre de Mostaganem.



Dans le cinéma algérien contemporain, Anis Djaad est un cas à part. Film après film, il brouille tous les radars de la critique et rend difficile toute tentative de classification idéologique et artistique de ses œuvres. Comme un électron libre et ivre qui se contrefout aussi bien de l'air du temps (et des sujets qui «marchent»), que des injonctions du moment (les sujets qu'il faut impérativement «éviter»).

Avec le recul, ses courts métrages ressemblent à des petits manifestes de résistance au grand formatage des films. Tournant avec peu de moyens, il n'arrive pas toujours à ses fins, mais au moins ses films n'ont pas de date de péremption. On peut encore regarder aujourd'hui comme s'ils étaient réalisés cette année : «Le Hublot» (2012) et ses jeunes désœuvrés qui ont autre chose à faire que de susciter de l'empathie ou de la pitié, et l'étrange et méditatif «Passage à niveau» (2014), sur la solitude d'un vieux garde-barrière de trains.

Ces courts annonçaient déjà une envie d'aller voir ailleurs, précisé-ment pour montrer des ailleurs familiers mais étrangement absents du cinéma algérien...

Avec son premier long, les intentions se précisent. À la manière d'un Almodovar recyclant les ingrédients des soap-opéras pour leur offrir le meilleur écrin possible sur grand écran, Anis Djaad s'empare des recettes de «la DZ-drama», le feuilleton social et dramatique algérien, pour tenter de cuisiner des films de qualité qui ne tourneraient pas le dos aux attentes présumées du grand public.

Dans «La vie d'après» (2021), une veuve dont le mari a été tué par des terroristes islamistes, flanqué de son jeune fils névrotique, est contrainte de déménager d'un village à l'autre pour échapper aux harcèlements. Si la réalisation technique est plutôt soignée, le film peine pourtant à convaincre, sans doute parce que les interprètes principaux sont très loin des ambitions affichées par l'auteur.

Est-ce pour se venger de ce raté

qu'Anis Djaad s'est investi comme jamais dans la direction de ses comédiens dans son deuxième long métrage «Terre de Vengeance» ?

Dire, une fois de plus, tout le plus grand bien qu'on pense de Samir El-Hakim risque à la longue de devenir lassant, néanmoins on gardera pour une occasion plus propice la tentation de se démarquer coute que coute des jugements unanimes (Prix du meilleur acteur au dernier festival d'Oran), car non seulement le comédien est ici au top de sa forme pour son premier grand rôle au cinéma, mais il a réussi à valoriser ses partenaires de jeu, en n'en faisant jamais trop.

Bref, ils sont tous très bons les comédiens du dernier film d'Anis Djaad, et comme cela n'arrive pas souvent dans le cinéma DZ- c'est le moins que puisse dire- on peut se permettre de le surligner ici.

Zohra Faïdhi dans le rôle de la sœur ? Tout simplement impeccable ! A-t-on déjà vu un frère et une sœur s'aimer dans un film algérien ?

Meriem Medjkane, dans le rôle de l'épouse affranchie ? Parfaite de précision, enfin un rôle digne de son talent !

Et surtout, double révélation, venus du théâtre de Mostaganem, l'étonnant Mohamed Mouffok et la splendide Lydia Lebgaie, qui se contentent d'être tout simplement le plus beau couple jamais vu dans le cinéma algérien, ils font preuve ici d'une étonnante subtilité dans des rôles très complexes. Sans oublier enfin Chawki Amari, impec dans ce qui semble être devenu son nouveau registre : le rôle du vieux patron pourri.

Pour la mise en scène, Anis Djaad pend le risque de privilégier les plans fixes à la manière du cinéaste turc Nuri Bilge Ceylan. Jamais ce dispositif «auteuriste» n'est gratuit pour autant, la forme est au service du fond : dans ce drame âpre et inconfortable qui se déroule d'abord dans les quartiers pauvres de Mostaganem avant de nous embarquer dans un douar de l'ouest algérien, le réalisateur nous invite d'abord à découvrir et à ressentir des territoires oubliés, avec leurs climats et leurs atmosphères, filmant avec une précision de sociologue les intérieurs (maisons, bureaux, administrations, cafés) et les extérieurs (petits vergers du Paradis dans l'Enfer de la campagne sèche et bétonnée).

Acclimaté à son contexte géographique et social, le film épouse le rythme du temps tel qu'il s'écoule dans ces terres balayées par la misère et l'ennui. Grace au remarquable travail du directeur photo Hamoudi Laggoune (Kindil Al-Bahr de Damien Ounouri et les meilleurs des derniers films de Merzak Allouache), on a l'impression de sentir au plus profond cette «Terre de Vengeance»- excellent titre- en même temps qu'on ressent les affects profonds des protagonistes.

Le héros du film aurait pu être l'antihéros par excellence, la figure romantique du voyou-justicier qui règle ses comptes à sa sortie de prison, que nada ce n'est pas du tout cela !

Quand il sort de taule le personnage incarné par Samir El-Hakim apprend qu'il a tout perdu : sa maison, sa femme, son fils. Tentant de récupérer l'argent qu'on lui doit pour les besoins qui l'ont conduit à 3 ans de prison, il se fait tabasser comme une sous-merde. Il ne lui reste plus que de tenter le retour à la terre, dans son douar, où il devra affronter l'aridité de la nature et la rancune des cœurs blessés. La bonne idée du film est de prendre la défense de ce paria sans jamais le transformer en victime. At- tachant sans être sympathique, notre pauvre diable va se battre non pas pour rétablir un semblant de justice (de ce côté-là c'est râpé) mais pour conserver un semblant de dignité. Il ne faudrait ni trop spoiler le film (pour lui attirer le maximum de spectateurs le moment venu), ni trop dire que sous ses airs de western méditerranéen c'est l'oeuvre la plus politique qu'on ait eu l'occasion de voir ces dernières années (pour ne pas lui attirer d'ennuis). Mais au moins on peut saluer les prouesses de l'auteur-réalisateur qui a su reprendre tous les thèmes récurrents de la drama algérienne (les conflits-familiaux, la lutte des classes, les rapports hommes-femmes, la misère sociale) pour les sortir des cadres simplistes -pour ne pas dire niais, moralistes et moralisants- auxquels ils sont automatiquement cantonnés dans les séries et les films produits en Algérie ou ailleurs dans la région.

Profondément algérien et absolument universel, «Terre de Vengeance» est, pour reprendre la formule consacrée. Un film qui parle de son époque. Mais en lui crachant dessus, c'est quand même la moindre des politesses.

T. H.

Pour une gestion optimale des ressources agricoles Installation d'une commission de suivi

J.Boukraa

Une commission de suivi des semis a été installée la semaine dernière au siège de la daïra d'Oued Tlélat, dans le cadre des efforts pour garantir une gestion optimale des ressources agricoles.

Cette initiative a pour objectif de s'assurer que les agriculteurs respectent l'obligation de planter les semences acquises auprès de la Coopérative des céréales et légumineuses sèches (CCLS) sur leurs terres labourées. Sous la présidence du chef de daïra, cette réunion de mise en place a réuni les directeurs des partenaires agricoles, les présidents des communes concernées ainsi que les membres de la com-

mission de sécurité de la daïra. La mission de la commission a débuté avec un suivi quotidien, en collaboration avec les services de la direction de l'agriculture. Les autorités locales ont souligné l'importance d'un suivi rigoureux afin d'assurer la bonne exécution de la campagne de semis et d'éviter tout retard ou négligence.

Cette opération sera progressivement étendue à l'ensemble des daïras de la wilaya, conformément aux efforts visant à soutenir les agriculteurs et à optimiser la production agricole. L'objectif fixé par les autorités pour la campagne de labours et semences de la saison 2024-2025 est de cultiver 36.000 hectares de céréales dans la wilaya. Cependant, un re-

tard préoccupant a été constaté dans certaines zones en raison d'un manque de mobilisation de certains agriculteurs. Face à cette situation, des mesures strictes seront prises. Les agriculteurs négligents, qui ne respecteront pas leurs engagements, risquent de se voir attribuer des sanctions.

Les autorités ont également souligné que les concessions agricoles octroyées par l'État pourraient être révoquées si les bénéficiaires ne s'engagent pas activement dans les politiques agricoles en vigueur. Ces mesures visent à encourager une participation responsable et dynamique des agriculteurs, essentielle pour le succès de la campagne et la pérennité du secteur agricole local.

Port d'Oran

Plus de 8 millions de tonnes de marchandises traitées en neuf mois

Le port d'Oran a traité plus de 8 millions de tonnes de marchandises durant les neuf premiers mois de l'année en cours, enregistrant une hausse de 7 % par rapport à la même période de 2023, a-t-on appris de l'Entreprise portuaire d'Oran (EPO).

Un volume total estimé, précisément, à 8.351.914 tonnes de diverses marchandises a été traité au cours de cette période, soit une augmentation de 7 %, équivalant à 517.516 tonnes, comparativement avec la même période de l'année écoulée (2023), a détaillé, à l'APS, Fasla Mahmoud Djawed, conseiller du président-directeur général de l'EPO. Les exportations hors hydrocarbures sont composées, principalement, de 1.723.235 tonnes de clinker,

287.639 tonnes de ciment et 10.759 tonnes de divers types de métaux ferreux, a-t-on fait savoir.

Le trafic des marchandises solides en vrac au niveau de ce port a atteint 6.413.313 tonnes, soit une augmentation de 15 % par rapport à la même période de l'année précédente. Avec un volume de 2.518.798 tonnes, les céréales, toutes variétés confondues, arrivent en tête des marchandises importées, suivies par les aliments pour bétail.

(1.451.467 tonnes), a-t-on indiqué de même source. Le volume des marchandises liquides a atteint, quant à lui, 194.611 tonnes, comprenant notamment des huiles végétales destinées à l'exportation et des marchandises diverses (exportations et importations) pour un total de

1.743.990 tonnes. Le port d'Oran a également enregistré une augmentation de 19 % dans l'activité des conteneurs, avec 210.002 conteneurs traités au cours des neuf premiers mois de 2024, contre 176.087 unités pour la même période en 2023.

Le volume net des marchandises dans les conteneurs a atteint 1.096.173 tonnes, contre 1.065.511 tonnes enregistrées durant les 9 premiers de 2023, a-t-on encore fait observer. S'agissant du trafic de passagers, le port d'Oran a accueilli 194.602 voyageurs et 72.994 véhicules au cours des neuf premiers mois de 2024, enregistrant une baisse de 2,36 % pour les passagers et une hausse de 18,62 % pour les véhicules, par rapport à 2023, selon la même source.

Absence d'hygiène et non-respect de la chaîne de froid

Plus de 820 kg de viande impropre saisis

K.Assia

Les éléments de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement relevant de la sûreté d'Oran ont réussi, lors d'un contrôle d'un véhicule au niveau du rond-point, à hauteur du stade Habib Bouakeul à mettre la main sur une quantité de 829 kg de viande blanche et 35 kg d'abats de poulet impropre à la consommation. Cette quantité était transportée à bord d'un véhicule non frigorifique et dans des conditions qui laissent à désirer. Elle était destinée à la commercialisation, une situation qui a conduit les policiers à prendre les mesures nécessaires en retirant cette quantité de viande avariée du marché.

Celle-ci a été contrôlée par le service vétérinaire qui à son tour a confirmé l'état avarié de la viande. Des procédures seront engagées à l'encontre du chauffeur pour absence d'hygiène et aussi pour non-respect de la chaîne de froid.



ILS NOUS ONT QUITTES... HIER
Akil Noureddine Naïma, 60 ans, Oran
Maghraoui Yamina, 96 ans, Maraval
Morsli Hakim, 59 ans, Cité Petit
Hamidi Khelifa, 73 ans, Ibn Sina

Horaires des prières pour Oran et ses environs

21 jomada el oula 1446

El Fedjr 06h19	Dohr 12h50	Assar 15h33	Maghreb 17h55	Icha 19h17
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Les facilitations douanières au profit des exportateurs de l'agroalimentaire Une journée d'information à l'Ecole supérieure des douanes

K.Assia

Une journée d'information consacrée aux facilitations mises en place par l'administration douanière au profit des exportateurs de l'Ouest activant dans la filière agroalimentaire a été organisée, mercredi, à l'Ecole supérieure des douanes de Maraval par la Direction régionale des douanes d'Oran. Une occasion pour le directeur régional des douanes d'Oran M. Méliani Omar de mettre en exergue les efforts de l'Etat à encourager et promouvoir les exportations hors hydrocarbures et les investissements productifs via un soutien particulier de cette filière, compte tenu de son importance stratégique à garantir la sécurité alimentaire, à réduire la facture d'importation et à créer de l'emploi. Il met l'accent sur le rôle de la douane dans la mise en œuvre de ces mesures et dans l'accompagnement des opérateurs économiques avec pour objectif d'améliorer le climat des affaires, renforcer le partenariat douanes-opérateurs économiques, promouvoir la compétitivité économique des entreprises et simplifier les procédures, à travers la numérisation via le nouveau système informatique ALCES.

Dans ce registre, une panoplie de mesures de facilitation sont mises à leur disposition, a indiqué le responsable précisant que le but de cette rencontre est d'informer les opérateurs sur les avantages et les facilités qui leur sont offerts dans le domaine de l'agroalimentaire. Ainsi et pour une meilleure vulgarisation des dispositions instaurées, plusieurs interventions ont été animées à l'oc-

casation par des cadres douaniers de la région ouest dont celle présentée par la sous-directrice des techniques douanières à la Direction des douanes d'Oran sur les différentes facilitations accordées en matière d'accompagnement des opérateurs économiques à travers la mise en place de services adaptés à leurs besoins, une dématérialisation des formalités, un allègement des frais et un renforcement du partenariat douanes-opérateurs. Elle rappelle ainsi les avantages offerts par le statut de l'opérateur économique agréé OEA.

A vrai dire, à travers son programme de modernisation, l'administration des douanes s'est engagée dans une politique de partenariat tant avec les entreprises économiques qu'avec les autres intervenants dans la chaîne du commerce extérieur pour répondre aux défis de la mondialisation de l'économie, la libéralisation des échanges internationaux et la promotion de l'investissement. Cette politique repose essentiellement sur les concepts de concertation et de facilitation lesquels tendent à assouplir les procédures d'acheminement des marchandises du lieu d'expédition au lieu de destination. Sur ce, les opérateurs économiques bénéficiant de ce statut (OEA) bénéficient d'un couloir vert qui simplifie et assouplit les procédures physiques et documentaires et leur permet d'obtenir ces avantages et l'enlèvement rapide de leurs marchandises au niveau des ports. Ils sont 269 opérateurs économiques à bénéficier de ce statut au niveau national, 30 au niveau de la Direction régionale des douanes d'Oran, 9

opérateurs au niveau de la Direction régionale des douanes de Chlef et cinq au niveau de la Direction régionale des douanes de Tlemcen.

D'autres thèmes ont été abordés lors de cette journée d'information à savoir les régimes économiques douaniers, les facilitations douaniers à l'export douaniers économiques, l'activité douanière et le potentiel de la promotion des exportations hors hydrocarbures, des communications présentées par des cadres des directions de Tlemcen, Chlef et aussi Béchar de sorte que les intervenants ont insisté sur cette panoplie de facilitations à l'ère de la numérisation en rappelant le système d'information numérisé ALCES (Algerian Customs Electronic System), une révolution en matière de dématérialisation des procédures de dédouanement des importations et des exportations. Il s'agit d'un système innovant qui permet de renforcer la transparence et aussi de développer les moyens de lutte contre la fraude. Pour leur part, de nombreux opérateurs économiques venus de la région ouest et sud-ouest ont salué ces mesures de facilitation et cet accompagnement douanier à l'exemple de l'opérateur Boublenza de Tlemcen, la Sarl Mateg d'Oran entre autres. Par ailleurs, cette rencontre a permis de souligner l'importance accordée à la collaboration constructive entre la douane et les acteurs économiques pour une meilleure adhésion aux objectifs fixés. Plusieurs directions ont pris part à cette journée dont le commerce, les impôts, les transitaires, les cadres de l'entreprise portuaire d'Oran entre autres.

Consommation des substances psychotropes

La CNAS sensibilise dans les zones d'ombre et les quartiers défavorisés

J. Boukraa

Dans le cadre de ses initiatives en faveur de la santé publique, l'agence d'Oran de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) à travers son guichet mobile de proximité mène une campagne de sensibilisation sur les dangers liés à la consommation de substances psychotropes.

Cette action, qui se déroule du 18 au 25 novembre, cible particulièrement les zones d'ombre et les quartiers défavorisés. La campagne a commencé par des interventions dans des localités telles que le quartier El Salam, la commune de Ben Freha, l'Université Mohamed Ben Ahmed Oran 2 (Belgaïd) ainsi que le quartier USTO. Cette semaine, le guichet mobile poursuit son périple dans d'autres quartiers comme Les Planteurs dans la commune d'Oran et Douar Ar-

rarsa à Bethioua, témoignant d'un engagement constant à toucher les citoyens où qu'ils se trouvent.

L'objectif de cette initiative est double. D'une part, sensibiliser la population aux risques d'une consommation de psychotropes. La consommation de drogues est à l'origine de nombreuses maladies graves, notamment des troubles neurologiques, cardiaques et respiratoires, pouvant conduire à des conséquences fatales. Cette campagne cherche également à informer les médecins et pharmaciens contractés par la CNAS sur les critères de prescription et de remboursement des médicaments pour les troubles neurologiques et psychiques, afin de garantir un suivi rigoureux des patients concernés. Depuis le début de l'année, 85 actions de sensibilisation ont été menées pour informer les différentes catégories sociales sur les dangers

de la toxicomanie. Ces efforts intenses reflètent une volonté claire de l'Agence de contribuer activement à la lutte contre ce fléau social. La campagne de sensibilisation se poursuivra jusqu'à la fin de l'année et culminera avec une journée d'étude prévue le 17 décembre prochain, une occasion d'évaluer les résultats obtenus et d'élaborer de nouvelles stratégies pour l'avenir. Le rôle de l'Agence de sécurité sociale ne se limite pas à cette campagne ponctuelle.

Tout au long de l'année, des équipes organisent des sorties hebdomadaires pour se rendre dans des zones reculées, écouter les préoccupations des citoyens et résoudre leurs problèmes administratifs liés à la sécurité sociale. Ces rencontres permettent également de promouvoir les services numériques de l'agence, qui visent à simplifier les démarches des assurés.

Mascara

L'alimentation en eau perturbée dans 7 communes

Sept communes de la wilaya de Mascara connaissent, depuis jeudi, une perturbation dans l'approvisionnement en eau potable (AEP), en raison de travaux de maintenance programmés, indique un communiqué de l'unité de l'Algérien des eaux (ADE).

Cette perturbation concerne les communes de Mascara, Ghriss, El-Keurt, Froha, El-Bordj, Khalouia et Ain-Fares, en raison de travaux programmés pour réparer d'importantes fuites sur la conduite principale d'un diamètre de 700 mm, faisant partie du système de transfert (couloir) Mostaganem-Arzew-Oran (MAO) traversant la commune de Hacine.



L'approvisionnement en eau potable sera rétabli progressivement dès la fin des travaux, a fait savoir le communiqué de l'ADE.

gressivement dès la fin des travaux, a fait savoir le communiqué de l'ADE.

Six blessés dans une collision

Six personnes ont été grièvement blessées à la suite d'un accident de la route survenu dans la wilaya de Mascara, indique vendredi un communiqué de la direction locale de la Protection civile.

L'accident s'est produit la nuit du jeudi au niveau du pôle urbain Ouled Malek dans la commune de Mohammadia, suite à une collision entre deux véhicules, ce qui a engendré six blessés graves, a-t-on précisé de même source.

Les blessés ont été évacués vers le service des urgences médicales et chirurgicales de l'établissement public hospitalier de Mohammadia, a-t-on ajouté.

Une source médicale du même établissement de santé a indiqué que les blessés ont été admis aux soins intensifs.

Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de l'accident.

Aïn Témouchent

Un mort dans un accident de la route

Une personne est décédée suite à un accident de la route, survenu vendredi, à Aïn Témouchent, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya.

L'accident s'est produit au niveau de la route nationale RN2 dans son tronçon qui relie les communes de Chaabat El Leham et Aïn Témouchent, suite au dérapage d'un véhicule, causant la mort du conducteur sur le coup, selon la même source.

Le corps de la victime âgée de 43 ans a été transféré à la morgue de l'établissement public hospitalier "Ahmed Medeghri" d'Aïn Témouchent, a-t-on précisé.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les circonstances de cet accident.

Tiaret

La prise en charge du diabète mobilise

La caravane nationale de sensibilisation consacrée à la prévention contre le diabète et à la vulgarisation des méthodes de gestion de cette pathologie, initiée par le ministère de la Santé, a entamé ses activités, jeudi à Tiaret, pour une durée de quatre jours.

Les membres de la caravane, composés de médecins spécialistes et de nutritionnistes, ont accueilli les citoyens au niveau de la clinique mobile installée près de la polyclinique Rabah Bouchenafa, où ils ont bénéficié de consultations et de conseils sur les moyens de gérer cette maladie.

Le chargé du dossier du diabète à la Direction générale de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, Lahcene Bouchendouga, a indiqué que cette caravane, organisée à l'occasion de la Journée mondiale du diabète, vise à sensibiliser les citoyens sur l'importance du diagnostic et à informer les personnes atteintes sur la prévention des complications, tout en leur expliquant, via des méthodes simplifiées, les nouvelles approches scientifiques.

Il a également rappelé que la caravane a mené une activité similaire dans le chef-lieu de la wilaya déléguée de Ksar Chelala, les 18 et 19 novembre, signalant que l'initiative a permis de détecter une dizaine de nouveaux cas. Par ailleurs, une journée d'étude a été organisée au profit des médecins généralistes exerçant dans ce domaine dans neuf wilayas voisines de Tiaret, a-t-on indiqué.

Lors de conférences animées par des spécialistes, l'assistance a été informée des avancées scientifiques en matière de prévention contre les complications liées au diabète.

Par la même occasion, il a été, en outre, annoncé que la troisième édition actualisée du guide thérapeutique de cette maladie sera mise à leur disposition avant la fin de l'année en cours. Ce guide intègre les dernières découvertes scientifiques, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a-t-on noté.

Par la même occasion, il a été, en outre, annoncé que la troisième édition actualisée du guide thérapeutique de cette maladie sera mise à leur disposition avant la fin de l'année en cours. Ce guide intègre les dernières découvertes scientifiques, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a-t-on noté.

Adrar

Plus de 860 consultations au profit des patients de plusieurs wilayas

Pas moins de 863 consultations médicales spécialisées et 152 interventions chirurgicales ont été effectuées au profit des patients des wilayas d'Adrar, Bordj Badji Mokhtar et In Salah, dans le cadre d'une initiative médicale de solidarité initiée par l'association "El Ghit El Kadem" d'Adrar, a-t-on appris jeudi des organisateurs.

Ces consultations et interven-

tions chirurgicales qui ont concerné la spécialité médicale l'oto-rhino-laryngologie (ORL), ont été effectuées sous la supervision d'un personnel médical spécialisé avec l'aide d'une équipe de médecins et paramédicaux au niveau de l'établissement public hospitalier (EPH), commandant Sahraoui Mohamed à Reggane, a indiqué le président de l'association, Tou-

mi Abderrahmane. Cette initiative a été préparée et des dossiers médicaux ont été constitués au préalable pour les bénéficiaires qui ont été pris en charge tout au long de leur traitement, a-t-il ajouté.

Les patients et leurs familles ont salué cette action de solidarité, appelant à l'organisation d'opérations similaires dans cette spécialité médicale.

Tissemsilt

Sept centres de stockage de céréales en chantier

Les travaux de réalisation de 7 centres de stockage de céréales de proximité ont été lancés, récemment dans la wilaya de Tissemsilt, selon le directeur local des équipements publics, Mohamed Abdelghani Boudjemaa.

M. Boudjemaa a indiqué que la wilaya a bénéficié de projets de réalisation de neuf centres de stockage de proximité d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, relevant que les travaux ont été entamés pour sept d'entre eux. Deux autres sont en phase de procédures administratives avant le lancement de leurs chantiers.

Ces infrastructures, pour lesquels une enveloppe budgétaire globale de 2,25 milliards de dinars a été allouée, seront répartis comme suit : trois dans la commune

d'Ammari et un dans chacune des communes de Tissemsilt, Ouled Bessam, Bordj Bounaâma, Layoune, Theniet El Had et Bordj Emir Abdelkader, a précisé la même source.

La durée prévue pour la concrétisation de ces projets, supervisés par la direction des équipements publics, est de huit mois, a-t-on fait savoir.

Ces infrastructures viennent s'ajouter à un dock-silo implanté dans la localité de Sidi Mansour (commune de Khemisti), dont les travaux sont actuellement en cours.

Pour rappel, la capacité actuelle de stockage des différentes variétés de céréales dans cette wilaya des Hauts Plateaux du Centre-ouest est estimée à 200.000 quintaux.

23 artistes-peintres au Forum «Le Pinceau d'or»

La troisième édition du Forum national "Le Pinceau d'or" a débuté jeudi à la Maison de la culture Mouloud Kacim Naït Belkacem de Tissemsilt, avec la participation de 23 artistes plasticiens professionnels issus de 13 wilayas.

Lors de la cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle, organisée par la direction locale de la Culture et des Arts et qui se poursuivra jusqu'au 23 novembre, sous le thème "Pinceau de Novembre, Palestine vue par les artistes", une exposition d'environ 100 tableaux réalisés par les artistes participants a été inaugurée. La majorité de ces œuvres aborde la question palestinienne, a-t-on relevé.

Le directeur de la Maison de la culture de Tissemsilt a souligné que ce forum, qui coïncide avec le 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de novembre, constitue un espace où des créateurs et des figures nationales de l'art plastique, de la miniature et de l'art décoratif exposent leurs œuvres.

Ces tableaux mettent en lumière la cause palestinienne et la résistance du peuple palestinien face à l'occupant sioniste. Par ailleurs, en marge de cet événement, un colloque sera organisé sur l'art plastique, ses évolutions, ainsi que les grandes écoles mondiales qui l'enseignent.

Des pièces théâtrales seront présentées à cette occasion, a-t-on ajouté.

Tlemcen

L'entrepreneuriat pour la valorisation de l'art ornemental

Les participants à un colloque international sur "La miniature et l'art ornemental algériens à l'ère de la numérisation et de l'entrepreneuriat", organisé jeudi au Palais de la culture Abdelkrim-Dali à Tlemcen, ont souligné l'importance de l'entrepreneuriat pour la valorisation de ces formes d'expression artistiques.

Sari Hassoun Zakaria, directeur du Centre de l'étudiant de l'université de Tlemcen, a indiqué dans son intervention, lors de cette rencontre, organisée dans le cadre de la 14ème édition du Festival culturel international des miniatures et de l'art ornemental, ouverte mercredi à Tlemcen, que le centre recense huit projets d'étudiants du département des arts de l'université.

M. Sari Hassoun a souligné que ces projets concernent principalement des plateformes numériques pour la vente d'œuvres d'art, la mise en relation des artistes et des citoyens, ainsi qu'une plateforme virtuelle permettant des visites de musées en 3D, relevant que ces projets seront accompagnés par le centre pour développer et promouvoir tous les arts.

De son côté, Sarah Benaïssa de l'université de Mostaganem, a soutenu que l'art ornemental est à la fois un critère de civilisation et un projet d'investissement, signalant, dans ce sens, que le département des arts du même établissement universitaire pilote plusieurs projets d'étudiants, notamment un projet utilisant des dé-

bris de céramique et de verre pour la création de mosaïques.

Elle a également noté que les arts peuvent être exploités dans le domaine du cinéma en intégrant des artistes pour la fabrication de décors et la confection de costumes traditionnels, en particulier dans les films historiques.

Ishraq Ahmed Radhi Al-Awawi, spécialiste saoudienne de l'art des miniatures, a affirmé, quant à elle, que "l'entrepreneuriat joue un rôle crucial dans le développement et la promotion des miniatures et de l'enluminure, tout en renforçant l'identité culturelle". De son côté, Faleh Hassan Khattab Al-Douri, secrétaire général du Centre culturel irakien de la calligraphie et de l'art ornemental, a estimé "essentiel pour les artistes spécialisés dans les miniatures et les arts ornementaux de penser à créer des institutions dédiées au développement de ces deux formes d'expression artistique".

Selon lui, "les arts documentent le parcours artistique et culturel de chaque pays transmettent l'identité et la civilisation des peuples et suivent les évolutions contemporaines".

Cette rencontre a été également marquée par la présentation de plusieurs communications par des experts nationaux et internationaux, abordant divers sujets tels que l'authenticité et la diversité du patrimoine des miniatures algériennes, l'ornementation du Saint Coran et l'évolution des motifs décoratifs.

Blida

Spéculation sur le lait : un réseau démantelé

Un réseau criminel qui se livrait à la spéculation illégale sur le lait pasteurisé a été, dernièrement, neutralisé par la brigade de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Blida, a indiqué, jeudi, un communiqué du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale.

Dans le cadre de la lutte contre la spéculation illégale sur les prix et les denrées alimentaires de large consommation, subventionnées par l'Etat, la brigade de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Blida a démantelé un réseau criminel

dirigé par un distributeur de lait, est-il souligné dans le même communiqué.

Selon la même source, l'opération a été réalisée grâce à des informations portant sur un distributeur qui se faisait livrer d'importantes quantités de lait en sachet pasteurisé et subventionné par l'Etat, pour les transformer ensuite en petit lait. Les investigations et recherches menées à cette suite ont permis de pister les mouvements de camions de lait pour aboutir à l'arrestation de cinq (5) suspects, âgés de 25 à 35 ans.

L'opération a permis la saisie d'un montant de près de

100.000 DA, issu de la vente du produit, en plus de trois (3) camions de transport et de distribution du lait, six (6) téléphones portables, un cachet personnel et 13 factures d'achat de lait. Les suspects seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Larbaâ, selon la même source.

Les membres de ce réseau ont été accusés de «spéculation illégale sur une denrée subventionnée, en créant une pénurie sur le produit et une hausse de son prix », et «détournement d'un produit subventionné de sa destination initiale».

Blida

Appel à la création d'un Conseil national de la sécurité hydrique

Les participants au 1er colloque international sur «L'eau, l'environnement et les changements climatiques», organisé par l'université de Blida 1, ont recommandé jeudi, lors de la clôture de l'événement, la création d'un Conseil national de la sécurité hydrique. Des experts et enseignants universitaires algériens et étrangers, ayant pris part à cette manifestation scientifique de deux jours, ont insisté dans leurs recommandations sur la nécessité de créer un Conseil national de la sécurité hydrique, chargé de proposer et d'élaborer une stratégie claire et d'anticiper des solutions à même de garantir la disponibilité de l'eau aux futures générations, au regard notamment du déficit hydri-

que résultant des changements climatiques.

Les participants à cette rencontre, des chercheurs et experts de plusieurs pays, dont la France et la Tunisie, ont également appelé à «la valorisation des travaux de recherche en faveur d'une plus large exploitation de l'eau desalée et des eaux usées épurées, à travers l'encouragement des étudiants

doctorants à s'intéresser à ce domaine pour proposer des solutions scientifiques au problème du déficit hydrique».

Ils ont, aussi, plaidé pour l'organisation d'une 2e édition de ce colloque les deux prochaines années en Tunisie, en vue d'un échange d'expertise et des expériences dans le domaine de l'économie de l'eau.

Une proposition approuvée par l'équipe de recherche ayant pris part à la rencontre.

A noter que cette rencontre internationale a été organisée par le laboratoire des applications énergétiques de l'hydrogène du Département d'ingénierie des méthodes de la Faculté de technologie de l'Université Saad Dahlab, en coordination avec l'Institut supérieur des études technologiques de Zaghouan (Tunisie) et le laboratoire d'ingénierie des méthodes de l'Université tunisienne de Gabès.

La manifestation s'est axée sur six (6) thèmes liés, entre autres, aux eaux usées, au traitement des déchets, à l'environnement, au développement durable et aux changements climatiques.

Tipasa

Trois passeurs arrêtés

La Brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Larhat, dans la wilaya de Tipasa, a démantelé un réseau de passeurs qui organisait des traversées clandestines par mer, a indiqué, jeudi, un communiqué de la Gendarmerie nationale. «Dans le cadre de la lutte contre les différentes formes de criminalité sur le territoire du groupement de la Gendarmerie nationale de Tipasa, la brigade territoriale de Larhat a démantelé un réseau de passeurs», a précisé d'un

appel téléphonique reçu via le numéro vert 1055 au Centre des opérations du même Groupement signalant le chavirement d'une embarcation en mer, une patrouille a immédiatement été dépêchée sur les lieux pour secourir sept personnes», selon la même source. «Suite à quoi, une enquête a été ouverte ayant permis d'identifier et d'arrêter les suspects impliqués dans l'organisation de ces traversées clandestines», a-t-on ajouté. L'opération s'est soldée par l'arrestation de trois individus et la saisie d'une

somme d'argent en monnaie nationale et étrangère, de deux voitures, d'une moto, de 160 litres d'essence, de téléphones portables et d'un gilet de sauvetage. «Les mis en cause seront déférés devant les juridictions territorialement compétentes, pour crime de trafic de migrants dans le cadre d'un groupe criminel organisé, constitution d'une association de malfaiteurs en vue de commettre un crime, et délit de non-dénonciation de crime de trafic de migrants en bande organisée», conclut le communiqué.

Alger

Session extraordinaire de l'APW

Le chef de Cabinet de la wilaya d'Alger, Mohamed Lamine Houari, a présidé les travaux de la session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) pour déclarer la vacan-

ce du poste de vice-président, indique un communiqué de la wilaya d'Alger.

«Représentant le wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabhi, son chef de Cabinet, M. Mohamed Lamine Houari, a

présidé, jeudi, les travaux de la session extraordinaire d'urgence de l'APW pour déclarer la vacance du poste de vice-président, suite à la nomination de Mme Nadjiba Djilali à la tête d'un portefeuille ministériel, et ce, en présence des membres de l'APW et de nombre de directeurs exécutifs», lit-on dans le communiqué.

Biskra

Les AVC, «troisième cause de décès en Algérie»

Les participants à une journée de formation sur «la neurologie et l'accident vasculaire cérébral (AVC)», organisée jeudi au grand auditorium Omar-Assassi de l'université Mohamed-Khider de Biskra, ont appelé à la création «d'unités de soins spécialisées pour améliorer la prise en charge des patients atteints d'AVC».

Le Pr Dounyazad Basti, chef du service de neurochirurgie au centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran, a indiqué, dans son intervention, que «le diagnostic de l'AVC et la prise en charge rapide du patient peuvent contribuer à lui sauver la vie».

Elle a souligné, à ce propos, que le «nombre élevé» de cas d'AVC, qui «touche désormais les adultes et les jeunes, et non plus seulement les personnes âgées, nécessite des unités spécialisées où des médecins et des infirmiers doivent prendre en charge le

patient dans un délai ne dépassant pas 4 heures et demie».

Considérant que les AVC représentent «la première cause d'invalidité et la troisième cause de décès en Algérie», cela nécessite également un personnel médical et paramédical qualifié, ayant reçu une formation spécialisée, pour diagnostiquer le mal avec précision et fournir un traitement rapide et efficace afin de sauver la vie du patient», a-t-elle ajouté.

De son côté, le Dr Radhia Ait Chaalal, du service de radiologie du CHU de Bab El Oued, à Alger, a souligné que l'établissement d'un diagnostic précis à l'aide d'équipements radiologiques modernes, pour s'assurer qu'une personne ayant subi un AVC n'est pas atteinte d'autres maladies, «constitue une étape importante dans la prise en charge de cette pathologie, avec administration d'un traitement approprié avant la survenue de

complications». Le Dr Okba Hassani, membre du bureau national du Syndicat national des praticiens de santé publique, a déclaré que le nombre croissant de cas d'AVC, qui ne concerne plus seulement les personnes âgées, et ses «graves complications» telles que l'invalidité, la paralysie et les difficultés d'élocution», appelle à «des efforts concertés pour prendre en charge les cas d'artères obstruées, supprimer le risque et éviter l'invalidité et ses conséquences, grâce à la présence d'unités de santé où le patient peut s'y rendre dans les plus brefs délais».

Cette journée de formation, organisée par le bureau de wilaya du Syndicat national des praticiens de santé publique, en coordination avec la direction de la santé, la Société algérienne de neurologie et l'université Mohamed-Khider de Biskra, a réuni plus de 250 médecins venus de différentes régions du pays.

Annaba

Un atelier de conditionnement de psychotropes démantelé

Les éléments de la sûreté de daïra d'El Bouni, relevant de la sûreté de wilaya d'Annaba, ont mis fin aux activités d'un atelier clandestin spécialisé dans le remplissage de gélules de substances psychotropes aux fins de commercialisation, et arrêté 3 suspects dont une femme, selon un communiqué publié jeudi par ce corps constitué.

Le document précise que des informations sont parvenues aux policiers, faisant état de l'ac-

tivité d'un groupe d'individus utilisant le domicile de l'un d'eux, à El Bouni, en tant qu'atelier clandestin servant au remplissage de gélules par des substances psychotropes avant de commercialiser ce produit prohibé dans les rangs des jeunes.

Le même communiqué ajoute que l'opération aussitôt menée par les forces de l'ordre a été ponctuée par la saisie de 787 gélules, dont 451 déjà remplies de substances psychotropes, ainsi

que d'un lot d'armes blanches de grandes dimensions. Les trois suspects interpellés au cours de l'intervention policière ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Hadjar pour le délit de «préparation, détention, stockage et mise en vente illicites de substances psychotropes, en plus de la détention d'armes blanches de classe 6 sans justification légale», ajoute le communiqué de la sûreté de wilaya.

El-Oued

Près de 60 000 paquets de cigarettes saisis

Une quantité de 59 500 paquets de cigarettes de fabrication étrangère a été saisie dans la commune de Stil, dans la wilaya d'El-Meghaïer, par la brigade mobile polyvalente relevant de l'inspection divisionnaire des douanes de la wilaya d'El Oued, a-t-on appris jeudi auprès des services des douanes.

Cette opération a été menée récemment suite à des informations faisant état d'un mouvement suspect d'un véhicule utilisé pour le transport de cigarettes de contrebande, ce qui a incité les agents de la brigade à effectuer une

patrouille d'inspection et de surveillance au niveau du barrage de contrôle sur la route nationale (RN) 3 reliant les wilayas d'El-Meghaïer et celle de Biskra, a expliqué le responsable de la communication à l'inspection divisionnaire des douanes, Morsi Soltani. La patrouille d'inspection et de surveillance a permis de repérer le véhicule utilitaire en question, à son bord une quantité de 59.500 paquets de cigarettes de

fabrication étrangères de différents types, destinée à la commercialisation, ainsi qu'une autre quantité de 18.720 boîtes de tabac à narguilé (Maâssal), également saisie lors de la même opération, selon la même source. Trois (3) personnes âgées d'une trentaine d'années ont été arrêtées et déférées devant le juge d'instruction auprès du tribunal compétent, qui a ordonné leur placement en détention provisoire, a-t-on fait savoir.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

21 jourmada el oula 1446				
El Fedjr 05h50	Dohr 12h21	Assar 15h02	Maghreb 17h24	Icha 18h47



Horaires des prières pour Alger et ses environs

21 jourmada el oula 1446				
El Fedjr 06h04	Dohr 12h35	Assar 15h15	Maghreb 17h37	Icha 19h00



Equipe nationale En attendant la décision de Cherki et Akliouche Les éliminatoires du prochain mondial commencent

M. Zeggai

Les champions des éliminatoires de la CAN 2025 se sont éteints avec la qualification à la phase finale avec brio de l'EN. L'heure est au bilan en prévision du prochain Mondial. Vladimir a été clair avec ses joueurs, la participation aux prochains stages dépendra du temps de jeu des joueurs avec leurs clubs respectifs. Le temps des essais est révolu. Seuls les joueurs qui répondent aux critères seront convoqués étant donné que l'erreur n'est plus permise lors des matches de qualification à la Coupe du monde 2026. A cet effet, quatre joueurs sont menacés. Atal et Chaïbi doivent retrouver rapidement leur régularité avec leurs clubs respectifs. Idem pour Benrahma qui doit retrouver ses sensations et son statut de titulaire avec l'O. Lyon. Le quatrième visé est Benzia dont le rendement n'est plus convaincant. La situation de ces quatre éléments suscite moult interrogations et Vladimir Petkovic veut éviter de prendre un quelconque risque. Pour Tougaï, de nombreux observateurs estiment qu'il est loin du niveau requis pour évoluer dans le haut niveau.

L'axe central constitue un

handicap et le staff national est conscient des insuffisances constatées dans ce secteur. De nombreux observateurs estiment que Tougaï est loin du niveau requis du haut niveau. Si Mandi et Bensebaini restent intouchables, il n'en demeure pas moins que ce compartiment est appelé à se renforcer. Touba, qui évolue en Belgique, pourrait constituer une bonne solution ou même Mitchell Weiser, le latéral droit du Werder Brême. Le flanc gauche semble bien armé avec les Aït Nouri et Hadjem. Au milieu, Zorgane a éprouvé des difficultés à s'imposer et l'absence des Bennacer et Bentaleb a été des plus préjudiciables à la sélection nationale, notamment au poste de récupérateur. Petkovic et ses proches collaborateurs sont conscients de ces défaillances.

• Cherki et Akliouche: le suspense demeure

La FAF continue de multiplier les contacts avec ces deux joueurs. Selon notre source, selon la feuille de route et dans le cadre du projet de renforcement de l'EN avec des joueurs, le sélectionneur national et le président de la FAF, Walid Sadi, qui vient d'être nommé ministre des sports, devront se rendre

prochainement en France. Cette visite sera consacrée à une rencontre avec Cherki et Akliouche. Ces deux derniers doivent rendre leur réponse le plus tôt possible afin de permettre au coach national de voir plus clair et surtout de garantir la stabilité du groupe. Certains affirment que les joueurs ciblés attendent la qualification au prochain Mondial pour se décider. Selon la même source, l'entraîneur national ne cautionne pas cette démarche et insiste sur la venue des nouveaux Franco-Algériens avant le stage de mars 2025. Pour Akliouche de l'AS Monaco, on croit savoir que des contacts ont été établis avec le père du joueur. D'autres sources indiquent une volonté de s'engager avec les Verts. C'est de bon augure dans la mesure où la FAF poursuit les discussions avec son entourage. Originaire de Bouira, Akliouche suit régulièrement les matchs de l'EN. C'est un bon signe en attendant la décision finale pour le changement de sa nationalité sportive. Les prochaines semaines pourraient être décisives. Idem pour Cherki. L'instance fédérale fait du jeune prodige de l'O. Lyon une priorité, notamment en vue des prochaines éliminatoires du Mondial 2026.

Meilleur arbitre du monde 2024 L'Algérien Mustapha Ghorbal nommé



L'arbitre international algérien Mustapha Ghorbal est en lice pour le titre de Meilleur Arbitre du Monde en 2024, selon la liste dévoilée par la Fédération Internationale d'Histoire et de Statistique du Football (IFFHS). Considéré comme l'un des meilleurs arbitres sur le continent africain, Ghorbal a réalisé une bonne année 2024 en officiant notamment la finale aller de la Ligue des champions entre l'ES Tunis et Al Ahly disputé au stade Hamadi-Agrebi de Radès. International depuis 2014, Ghorbal, a dirigé au niveau national, la finale de la 57e édition de la Cou-

pe d'Algérie de football 2024, entre le MC Alger et le CR Belouizdad.

Outre Ghorbal, la liste des nominés pour le titre de Meilleur Arbitre du Monde en 2024, comprend 19 autres arbitres dont le Mauritanien Beida Dahane.

Le prix de Meilleur Arbitre du Monde sera décerné en janvier prochain, selon l'annonce de la fédération. Le dernier lauréat de cette distinction est le Polonais Szymon Marciniak, qui a arbitré la finale de la Coupe du Monde 2022 au Qatar entre l'Argentine et la France.

Liste des arbitres nominés

Mustapha Ghorbal (Algérie), Beida Dahane (Mauritanie), François Letexier (France), Felix Zwayer (Allemagne), Slavko Vincic (Slovénie), Clément Turpin (France), Daniele Orsato (Italie), Michael Oliver (Angleterre), Anthony Taylor (Angleterre), Szymon Marciniak (Pologne), Istvan Kovacs (Roumanie), Rafael Claus (Brésil), Dario Herrera (Argentine), Wilton Sampaio (Brésil), Andrés Matonte (Uruguay), Facundo Tello (Argentine), César Arturo Ramos (Mexique), Ivan Barton (Salvador), Ma Ning (Chine), Ben Aukwai (Iles Salomon).

Ligue 1 Première défaite de la saison du MCA et de l'USMA

R. S.

Le CRB et le CSC ont infligé au MCA et l'USMA leur première défaite de la saison. C'est le fait saillant de cette première partie de la dixième journée du championnat. Au stade du 5-Juillet, le Mouloudia d'Alger a manqué l'opportunité de s'accaparer provisoirement du fau-teuil de leader après avoir perdu le derby qu'il a opposé au CRB. Dans un stade archicomble, le MCA a déçu son public qui a manifesté son mécontentement à la fin de la partie. Le début du match a été nettement à l'avantage du «Doyen» avec un penalty raté par Delort avant que ce dernier ne se rachète pour ouvrir le score. Avant le repos, le Chabab réussit à remettre les pendules à l'heure suite à une grossière

re erreur défensive bien exploitée par Slimani. En seconde mi-temps, les Belouizdadi, grâce à une parfaite organisation sur le terrain, ont dicté leur loi en prenant d'abord l'avantage sur un but d'anthologie de Benguit qui a surpris Moussaoui avant que le remplaçant Khacef ne porte l'estocade à 3 à 1, mettant ainsi définitivement les siens à l'abri.

Une erreur de jugement du gardien de but Moussaoui qui a manqué de concentration et une faute impardonnable du défenseur ivoirien Badjo ont été fatales au Mouloudia d'Alger. Ainsi donc, le CRB confirme son renouveau réveil après avoir aligné une deuxième victoire consécutive après celle décrochée en déplacement face à l'ESM.

A Constantine, l'USM Al-

ger a également concédé sa première défaite de la saison devant le CSC au stade Chahid Hamlaoui. Les Sanafirs ont inscrit l'unique but de la partie par Bendrama suite à un coup franc sur une faute imaginaire signalée par le deuxième assistant. Les Usmistes n'ont pas tardé à réagir et ont réussi à dominer leurs vis-à-vis mais sans pour autant trouver la faille face au Chabab de Constantine qui fait un match parfait sur le plan défensif. A la faveur de ce succès à domicile, le CS Constantine se hisse en tête du classement de la Ligue, alors que l'USMA occupe conjointement le deuxième rang avec le MCA. Les deux rencontres JS Kabylie - MC El-Bayadh et Paradou AC - US Biskra, ont été reportées à une date ultérieure.

Ligue 2 Plusieurs dirigeants et joueurs sanctionnés

R. S.

Chez les dirigeants, le président de l'ASMO, Brahim Mehdi, et l'entraîneur de la JS Djidjel, El Hadi Khezzar, sont convoqués après-demain à la commission de discipline pour leurs déclarations sur l'arbitrage. Le président de l'USMA, Smaïn Kouadria, pour sa part, a reçu une mise en garde, plus une amende de 100.000 dinars infligée au club, pour «avoir dénigré la manière dont l'arbitre a dirigé la rencontre» à l'issue du match disputé à domicile face à l'USMH.

De son côté, l'entraîneur de la JS El-Biar, Mohamed Turki, a été également mis en garde, pour «avoir désavoué l'arbitre du match», lors du match contre le GCM.

La JSEB devra s'acquitter d'une amende de 100.000 dinars. Halem Ahmed, préparateur phy-

sique du SKAF, a été sanctionné par six fermes de toute fonction officielle pour insulte envers officiel de match et une amende de 50.000 DA.

Pour les joueurs, la commission de discipline a frappé fort. C'est ainsi que Ghodbane (RCK) a été sanctionné par trois matches de suspensions fermes pour bagarre pendant la partie plus une amende de 30.000 DA. C'est la même sanction infligée à Belabed. Quant à Freifer (ASMO), il a pris trois matches de suspensions fermes avec une amende de 50.000 DA pour contestation de décision et bagarre pendant la partie.

Tayebi (SCM) a été suspendu pour deux matches fermes pour jeu brutal, alors que Chirani-juba (SKAF), il a été sévèrement sanctionné par quatre matches fermes pour insultes envers officiels et contestation de

décision en plus d'une amende de 50.000 DA. D'autres sanctions ont été prononcées à l'encontre de plusieurs clubs. L'AS Khroub et l'USM Annaba (groupe Centre-Est), et le CR Témouchent et le SC Mécheria (groupe Centre-Ouest), ont été sanctionnées de huis clos. Ce sont là les sanctions prononcées par la commission de discipline de la Ligue nationale de football amateur. L'AS Khroub a écopé de deux matches à huis clos pour «jets de projectiles sur le terrain avec dommage physique au joueur de l'équipe adverse», plus une amende de 100.000 dinars. C'est la même sanction prise à l'encontre du SC Mécheria. Pour leur part, l'USM Annaba et le CR Témouchent ont pris un match à huis clos pour «jets de projectiles sur le terrain», en plus d'une amende de 100.000 dinars.

La vie des clubs JS Saoura: Le Tunisien Mourad Okbi nouvel entraîneur

Le technicien tunisien Mourad Okbi est devenu le nouvel entraîneur de la JS Saoura, en remplacement du coach intérimaire Mustapha Dallit, a annoncé le club sudiste. Mourad Okbi, passé par plusieurs clubs tunisiens et du Golfe, signe ainsi son retour en championnat algérien, après avoir dirigé, pendant une courte durée la saison dernière, l'équipe de l'USM Khenchela. Le nouveau coach a tenu à ramener son propre staff

technique composé des Quadie comme adjoint et Sahbi El Turki comme entraîneur des gardiens de but. A noter que la JS Saoura a été dirigée par un staff intérimaire, suite à la démission de l'entraîneur Si Tahar Chérif El-Ouazzani, intervenue avant même le coup d'envoi du nouvel exercice 2024-2025.

• US Biskra: Cherif El Ouazani succède à Mounir Zeghdoud

La direction de l'U Biskra

vient d nommer Cherif El Ouazani comme nouveau responsable de leur équipe en remplacement d Mounir Zeghdoud qui a résilié son contrat à l'issue de la défaite concédée à domicile devant l'ASO Chlef. C'est l'information qui nous a été donnée par une source proche de la formation de Biskra. Notons que Zeghdoud devient le 8e coach de l'élite à quitter son poste depuis l'entame de la saison.

2

21.10 L'anniversaire des Enfants de la télé, les 30 ans !



Présenté par Laurence Boccolini
Pour fêter le 30^e anniversaire de l'émission, Laurence Boccolini reçoit de nombreux invités à l'Élysée Montmartre pour se remémorer, à travers un TOP 30, les images les plus marquantes des «Enfants de la Télé» et de l'histoire de la télévision française, notamment «Le Maillon Faible», «La Fureur du samedi soir» et «Y'a que la vérité qui compte».

3

21.05 Le voyageur



Série policière - France - 2024
Saison 2 - Episode 7
Avec Bruno Debrandt, Féodor Atkine, Erika Sainte, Lyo Gomis, Arnaud Stéphane
En quête de solitude profonde dans une forêt reculée de l'Allier, l'enquêteur Kandinsky voit sa tranquillité perturbée par des messages anonymes insistants. Ces derniers établissent un lien troublant entre trois disparitions féminines inexplicables dans la région de Brest. L'action désespérée de Madeleine Guyot, mère d'une victime en grève de la faim déterminée, le convainc finalement d'intervenir.

4

21.10 Frantz



Drame - France - Allemagne - 2016
Avec Pierre Niney, Paula Beer, Ernst Stötzner, Johann von Bülow
Peu de temps après la Première Guerre mondiale, en Allemagne. Anna est une jeune femme qui ne se remet pas de la mort au front de Frantz, son mari. Elle vit chez les parents de ce dernier et se rend tous les jours au cimetière. Un jour, elle fait la connaissance d'Adrien, un étrange jeune homme français venu se recueillir sur la tombe du disparu.

5

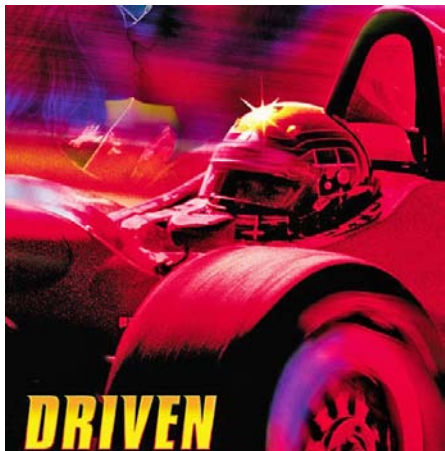
arte

C8

10.03 A table les enfants
10.15 La forêt méditerranéenne
10.45 Silence, ça pousse !
12.40 Survivre à l'hiver
13.35 Tanzanie, de Zanzibar à Kilwa
15.35 Un espoir pour la nature
16.30 Décollage pour l'Amérique
17.25 C dans l'air l'invité
17.40 C dans l'air
18.55 C l'hebdo
20.00 Vu
20.05 C l'hebdo la suite
21.00 Echappées belles

09.20 Invitation au voyage
10.00 Cuisines des terroirs
10.30 L'archipel des Philippines
12.45 Le Nord sauvage de l'Ecosse : Des moutons et des surfeurs
16.35 Invitation au voyage
17.15 Le Kintoa, roi des cochons basques
17.50 Kazakhstan : Mamie et son taxi
18.35 Arte reportage
19.30 Le dessous des cartes
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes samedi
20.50 Les ancêtres des Windsor

09.36 L'éphéméride
09.38 JOB
09.59 Direct Auto Express
11.00 Direct Auto Express
12.02 Direct Auto Express
12.20 Le chœur de Noël
14.00 Coup de foudre sur le marché de Noël
15.45 Les gâteaux de Noël
17.25 Mystère autour de Noël
19.06 Face à Hanouna le before
20.12 Face à Hanouna
21.19 100 Jours avec la police du périphérique parisien



RTL9 20.55

DRIVEN

Film d'action - Etats-Unis - Canada - Australie - 2001

Avec Sylvester Stallone, Burt Reynolds, Kip Pardue, Stacy Edwards

A la suite d'un grave accident quatre ans plus tôt qui a failli lui coûter la vie, l'ancien pilote automobile américain Joe Tanto s'est éloigné des circuits. Depuis, il rumine ses erreurs. Jusqu'au jour où son ami Carl Henry, patron d'une prestigieuse écurie, le rappelle afin d'entraîner son poulain Jimmy Bly, un jeune prodige en difficulté. Jimmy a commis plusieurs erreurs pendant le championnat, ce qui place son rival Beau Brandenburg en position de devenir champion.

CANAL+ GRANDECRAN 21.04

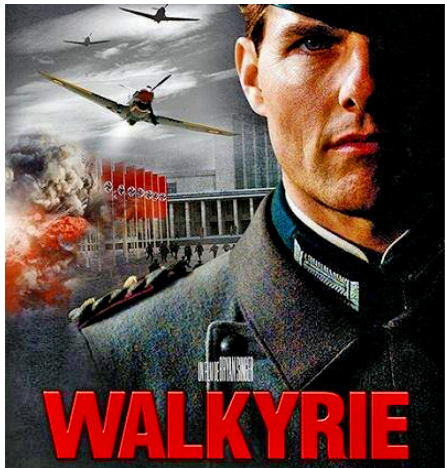
LA FUREUR DU DRAGON



Film d'action - HongKong - 1972
Avec Bruce Lee, Chung-Hsin Huang
Nora Miao, Chuck Norris, Ping Ou Wei
Originaire de Hong-Kong, Tang Lung, jeune homme naïf et bon, est envoyé par Wang en Italie pour aider Chen, la nièce de ce dernier, qui exploite un restaurant à Rome. La jeune femme subit en effet des pressions de la mafia pour vendre son établissement. C'est la seule parcelle qui leur manque pour conclure l'affaire. Devant son obstination à refuser, les truands multiplient les intimidations.

CINE + PREMIER 20.50

WALKYRIE



Thriller - Etats-Unis - Allemagne - 2008
Avec Tom Cruise, Kenneth Branagh, Bill Nighy, Tom Wilkinson

S'il a toujours été un fidèle serviteur de son pays, le colonel Stauffenberg s'inquiète de voir Hitler précipiter l'Allemagne et l'Europe dans le chaos. Comprenant que le temps presse, il décide de passer à l'offensive : en 1942, il tente de convaincre plusieurs officiers supérieurs de la nécessité de renverser Hitler. Un an plus tard, tandis qu'il se remet de ses blessures de guerre, il rejoint la Résistance allemande pour mettre au point l'opération Walkyrie destinée à éliminer le Führer.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Star Academy



Saison 12 - Episode 7

Présenté par Nikos Aliagas

L'aventure continue pour les heureux artistes de la Star Academy lors du septième prime de la saison. C'est une nouvelle fois l'occasion de montrer le fruit de leur travail et de leur apprentissage. Les nominations font également partie du programme. Après Mayelis, Paul et Thomas, qui sera le prochain sur qui se fermeront les portes du château de Dammarié-lès-Lys ? Avant l'heure des votes, place au spectacle avec des artistes de la scène française et internationale pour deux heures de show et de défis artistiques.

6

21.10 Code Quantum



Série de science-fiction - Etats-Unis - 2023
Saison 1 - Episode 15/18

- Le verdict

Avec Raymond Lee, Caitlin Bassett, Mason Alexander Park, Nanrisa Lee

Ben est à New York en 1985 dans la peau d'Aleyda Ramirez, une avocate commise d'office débordée. Elle est en charge notamment du dossier de Camilo Diaz, un jeune homme de 18 ans, accusé du meurtre de Nathan Herrera, qui tentait d'enrôler Leo, le petit frère de Camilo, dans un gang.

CANAL+

21.05 Rugby : Top 14



- Vannes / Bordeaux-Bègles

Coincés à la dernière place du classement, Maxime Lafage et les Vannetais sont à la peine pour leur première saison dans l'élite. Après neuf rencontres, les Bretons présentent un bilan famélique de deux victoires et déjà sept défaites. Les joueurs de Jean-Noël Spitzer doivent briser la spirale négative dans laquelle ils s'enfoncent pour sauver leur place dans le Top 14.

PLANETE +

TFX

W9

09.13 American Pickers, la brocante made in USA



13.04 Après le Mur : un nouveau monde en marche
14.53 Franklin D. Roosevelt
16.24 Le ventre de Paris
19.22 American Pickers, la brocante made in USA

09.40 Signé Cat's Eyes

11.00 Cleaners les experts du ménage
20.15 Star Academy, la quotidienne
21.00 Petits plats en équilibre
21.05 Chroniques criminelles

NPJ

09.30 Soda
10.45 Une saison au zoo
14.25 The Big Bang Theory
23.30 Mon oncle Charlie

10.10 Absolument stars

11.40 Le hit W9



12.45 Météo
12.50 Noël loin des projecteurs
14.50 Le coup de coeur de Noël
16.40 Ma petite entreprise de Noël
18.00 La petite histoire de France

La diva libanaise Fairouz souffle ses 90 bougies



Dernière légende vivante de la chanson arabe, Fairouz a soufflé jeudi ses 90 bougies alors que son pays, le Liban qu'elle a tant célébré, est bombardé par l'armée sioniste.

Les internautes ont enflammé la Toile en diffusant les chansons de la diva, rare symbole d'unité nationale dans le pays divisé, alors que les médias de tous bords lui rendaient hommage.

«La voix de Fairouz est mon pays», a pour sa part écrit sur Facebook le célèbre compositeur libanais Marcel Khalifé. Après s'être produite pendant plus d'un demi-siècle de Beyrouth à Las Vegas, en passant par Paris et Londres, la star n'apparaît plus en public depuis plus d'une décennie.

Au plus fort de la guerre civile, elle avait chanté «Je t'aime, O Liban, mon pays» («Bhebbak ya Lebanon»), une chanson devenue iconique. Fairouz a exalté son Liban natal mais également l'amour, la liberté et la Palestine.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Brésil : la police recommande l'inculpation de Bolsonaro pour tentative de «coup d'Etat»



La police fédérale brésilienne a recommandé jeudi l'inculpation de l'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro, pour une supposée tentative de coup d'Etat pour empêcher le retour au pouvoir de son successeur Lula après le scrutin de 2022.

Trente-six autres personnalités font également l'objet d'une demande d'inculpation dans le cadre de cette enquête, dont le

rapport final a été envoyé jeudi à la Cour suprême, a détaillé la police dans un communiqué.

«La Police fédérale a conclu ce jeudi l'enquête sur l'existence d'une organisation criminelle qui a agi de façon coordonnée en 2022, dans la tentative de maintien du président de l'époque au pouvoir», détaille ce communiqué. «Le rapport final a été envoyé à la Cour suprême,

avec la demande d'inculpation de 37 personnes pour les crimes d'abolition violente de l'Etat démocratique de droit, coup d'Etat et organisation criminelle», précise la police fédérale. La liste des 37 personnes dont les enquêteurs ont recommandé l'inculpation comprend également d'anciens ministres du gouvernement Bolsonaro, dont celui de la Défense.

Royaume-Uni : le couronnement du roi Charles a coûté 72 millions de livres



Le couronnement du roi Charles III l'an dernier a coûté aux contribuables britanniques 72 millions de livres (86,5 millions d'euros), selon des chiffres officiels publiés jeudi soir. Des critiques se sont élevées pour dénoncer des dépenses trop importantes et déconnectées des réalités des contribuables, à qui de rudes efforts ont été demandés ces dernières années.

Selon les chiffres, le ministère de la Culture, des Médias et des Sports (DCMS) a dépensé 50,3 millions de livres, tandis que les coûts de la sécurisation du couronnement par le ministère de l'Intérieur ont atteint 21,7 millions.

La révélation de la facture globale, pour laquelle certaines estimations dépassaient les 100 millions de livres, devrait entraîner de nouvelles condamnations des anti-monarchistes au Royaume-Uni. Le pays est pris dans une crise post-pandémie, avec une inflation la plus élevée depuis des décennies pendant la majeure partie de l'année dernière, tandis que l'absence de croissance économique a provoqué une baisse du niveau de vie.

Chine : découverte d'un gisement de plus de 1.000 tonnes d'or



Un important gisement d'or doté de réserves estimées à plus de 1.000 tonnes a été découvert dans la province chinoise du Hunan (centre), a indiqué jeudi le Bureau géologique de cette région. «Les géologues ont détecté plus de 40 veines, avec une réserve de 300 tonnes d'or, à une profondeur inférieure à 2.000 mètres sous le champ aurifère de Wangu, dans le district de Pingjiang», selon le bureau.

La réserve d'or de ce lieu à une profondeur inférieure à 3.000 mètres est également estimée à plus de 1.000 tonnes, pour une valeur de 600 milliards de yuans (environ 83 milliards de dollars).

«De nombreuses carottes de roches forées présentent de l'or visible», a expliqué Chen Rulin, un expert en prospection de minerai du bureau, ajoutant qu'une tonne de minerai à une profondeur de 2.000 mètres contenait au maximum 138 grammes d'or.

Haïti a convoqué l'ambassadeur de France après des propos «inacceptables» d'Emmanuel Macron



Le ministère des Affaires étrangères d'Haïti a annoncé jeudi avoir convoqué l'ambassadeur de France dans ce pays des Caraïbes et protesté contre les «propos jugés inacceptables» du président Emmanuel Macron accusant les responsables haïtiens d'être «complètement cons».

Le chef de la diplomatie haïtienne Jean-Victor Harvel Jean-Baptiste a fait part jeudi après-midi au diplomate français Antoine Michon de «l'indignation du Pouvoir de Transition face à ce qu'il considère comme un geste inamical et inapproprié qui mérite d'être rectifié», selon le communiqué du ministère obtenu par un correspondant de l'AFP.

Ce texte officiel précise que l'ambassadeur de France a «reconnu qu'il s'agissait de propos malheureux» prononcés en marge du sommet du G20 à Rio.

Le chef de la diplomatie haïtienne réagissait jeudi à une vidéo tournée la veille, en dehors de la présence de la presse, et qui a circulé sur les réseaux sociaux, de M. Macron alors qu'il quittait le G20 à Rio pour le Chili.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

SYMBOLIQUE ET CPI

Avec les mandats d'arrêt lancés par la Cour pénale internationale contre Netanyahu et son ministre de la Défense, leur arrestation par n'importe lequel des pays occidentaux relèverait de la chimère. Pour le moment quelques pays ont pris acte. D'autres ont signifié leur contentement et d'autres encore, plus nombreux de par leur vulnérabilité, auront du mal à exécuter une décision de justice à laquelle ils ont fondamentalement souscrit.

Mais entre assentiments et souscriptions, le tableau des calculs politiques et des intérêts est large.

La Hongrie pour sa part s'est carrément précipitée à lancer un pied de nez à la face de la CPI en invitant Netanyahu.

Les suites sont connues de ce que d'aucuns interprètent comme un séisme international, alors que dans cette affaire on retiendra surtout la confirmation d'une sentence que l'histoire a déjà rendue. Dès lors, il n'était pas nécessaire qu'une cour de justice mondiale, aussi suprême qu'elle soit, ait parfait le profil d'un génocidaire que le monde entier a déjà condamné. Le plus important dans la sentence prononcée par la Cour pénale internationale est dans le parachèvement de la mise à nu de la réalité d'un monde où la folie génocidaire préserve toute sa place et où les institutions

internationales ne sont autorisées qu'à jouer des rôles de faire-valoir.

Si la symbolique est hautement importante, il demeure important que les criminels de guerre sionistes ne seront pas soumis à la crainte. Car avec leurs affiliés, ils s'agrippent à une justice qu'ils ont définie eux-mêmes.

Ni Israël ni les Etats-Unis ne sont signataires de la Charte de Rome instituant la CPI. C'est tout dire du machiavélisme et d'une absence planifiée pourtant souvent utilisés sournoisement à l'adresse des naïfs entendeurs. Après sa récente décision, il ne sera pas étonnant que la CPI soit mise au cœur d'une tempête et que ses juges soient visés par les diables du siècle.